



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-cinquième session
Rome, 2-3 décembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

POUR

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS DANS LES ZONES *BARANI*

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs du projet	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD LOANS IN PAKISTAN (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FID AU PAKISTAN)	2
III.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV.	PROJECT IMPLEMENTATION (MISE EN OEUVRE DU PROJET)	5
V.	PARTICIPATORY MONITORING AND EVALUATION INDICATORS (INDICATEURS DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION PARTICIPATIFS)	11
VI.	COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	13
VII.	FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	15

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie pakistanaise (PKR)
1,00 USD	=	45 PKR
1,00 PKR	=	0,022 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

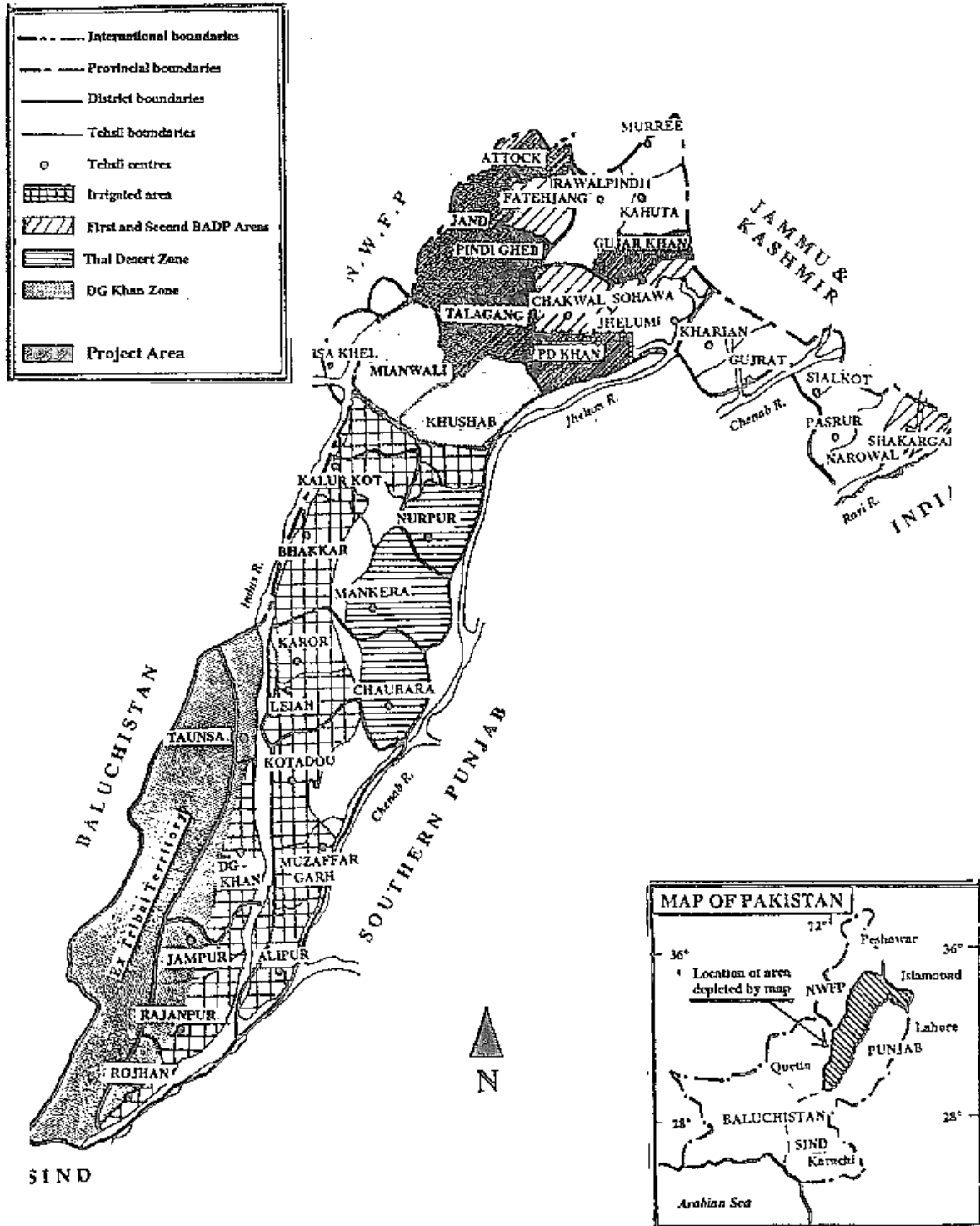
ABAD	Agency for Barani Area Development (Agence de développement des zones <i>barani</i>)
BAsD	Banque asiatique de développement
BSP/ONU	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU
ICARDA	Centre international de recherche agricole dans les zones arides
IDA	Association internationale de développement
NRSP	National Rural Support Programme (Programme national d'appui rural)
ONG	Organisation non gouvernementale
PPAF	Pakistan Poverty Alleviation Fund (Fonds national de lutte contre la pauvreté)
SGI	Système de gestion informatisée
TRE	Taux de rentabilité économique
UGP	Unité de gestion du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

PROJET DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS DANS LES ZONES *BARANI*

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République islamique du Pakistan
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Département de la planification et du développement (PIE) du gouvernement du Pendjab
COÛT TOTAL DU PROJET:	25,15 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,15 millions de DTS (équivalent approximativement à 15,26 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,22 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	4,67 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

NOTE DE PRÉSENTATION

1. **Groupe cible et ciblage.** Le projet visera environ 176 000 ménages - soit 40% de la population de la zone du projet, qui compte essentiellement des agriculteurs exploitant moins de 10 ha de terre, des métayers et des ouvriers agricoles. Il s'agit dans la plupart des cas de ménages pauvres dont les récoltes sont souvent déficitaires en raison des aléas climatiques. Dans l'ensemble, les villages ou communautés relativement pauvres sont de taille limitée; situés dans les zones semi-arides à faible pluviométrie, ils se composent d'exploitations de petite taille, comptent plus de paysans sans terre que la moyenne et ne disposent que d'infrastructures matérielles et sociales précaires. Afin de déterminer le rang de priorité des interventions du projet, on développera ces caractéristiques en indicateurs mesurables à partir d'une enquête menée dans le cadre du projet avant le début des activités.

2. **Causes de la pauvreté.** La pauvreté dans la zone s'explique avant tout par la fréquence des récoltes déficitaires ou la baisse des rendements par suite de l'irrégularité ou de l'insuffisance des pluies. Ce facteur, conjugué à la prédominance de petites exploitations morcelées, aux lacunes des services agricoles ainsi qu'à l'absence de technologie de recherche pour les zones à faible pluviométrie n'a fait que renforcer le cercle vicieux de la pauvreté. Ce phénomène a accéléré l'émigration des ruraux en quête d'emploi tout en réduisant la main-d'oeuvre disponible pour accroître la productivité. L'analphabétisme est répandu car les parents doivent choisir entre éduquer leurs enfants ou les faire travailler sur l'exploitation familiale. Malgré tout, les pauvres ne se considèrent pas comme tels, si bien qu'il est difficile d'axer précisément les activités sur eux. Pour pouvoir cibler les activités sur les pauvres, il est indispensable d'établir des contacts à la base par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG).

3. **Activités du projet en faveur des groupes cibles.** Le projet vise à: i) stimuler la production agricole et augmenter les revenus en développant l'irrigation, en faisant de la vulgarisation, en adaptant les techniques aux zones à faible pluviométrie, en accroissant la productivité animale et en développant la vaccination ainsi qu'en créant des organisations communautaires ou en les renforçant; ii) améliorer la condition des femmes en organisant des activités rémunératrices culturellement acceptables à leur intention et en accroissant les perspectives d'emploi pour les ruraux; iii) améliorer les conditions de vie de la population locale et alléger les tâches qui pèsent sur les femmes en investissant dans l'approvisionnement en eau potable.

4. Environ 32 300 ménages bénéficieront de l'irrigation et du développement des cultures pluviales et près de 50% d'entre eux bénéficieront également des activités d'élevage. Par ailleurs, beaucoup de gens bénéficieront de l'amélioration générale des services agricoles, de la recherche appliquée, de l'approvisionnement en eau ainsi que de la mise en place de micro-entreprises et d'activités génératrices de revenus. Les femmes tireront parti de la plupart des activités du projet, plus particulièrement des activités rémunératrices et du développement d'infrastructures communautaires telles qu'approvisionnement en eau et assainissement. La formation et l'appui offerts ainsi que la suppression des garanties requises pour avoir accès au crédit institutionnel permettront à un certain nombre de gens de créer leur propre micro-entreprise. Le renforcement des organismes compétents et l'appui aux ONG auront eux aussi des retombées positives.

5. **Participation des bénéficiaires.** Le projet a été formulé compte tenu de l'expérience extrêmement positive des projets menés avec l'appui du FIDA dans le pays et de l'évaluation du portefeuille de projets du pays. Une évaluation rurale participative a été faite pour veiller à ce que les besoins des bénéficiaires soient recensés et classés par ordre de priorité. Durant la formulation et la



préévaluation, il a été organisé des ateliers participatifs au cours desquels les bénéficiaires ont examiné les résultats de l'évaluation rurale participative ainsi que le plan proposé pour le projet. Celui-ci agira par l'intermédiaire d'organisations communautaires pour sélectionner les infrastructures et les activités de développement prioritaires, en collaboration avec les bénéficiaires, qui seront censés contribuer à la mise de fonds et prendre en charge le fonctionnement et l'entretien. Pour garantir l'adéquation, l'efficacité et la pérennité de tous les services techniques et sociaux du projet, on veillera à ce qu'ils soient fournis en fonction des besoins des organisations. Une ONG appropriée sera choisie pour aider à créer ces organisations et à en former les membres pour qu'ils puissent se charger du développement de leur village.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS DANS LES ZONES *BARANI*

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République islamique du Pakistan d'un montant de 11,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,26 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement villageois dans les zones *barani*. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Pakistan, dont la superficie est de 796 100 km², compte une population d'environ 132 millions d'habitants qui s'accroît au rythme de 2,8% par an. À peu près 68% de la population vit en milieu rural. Les résultats économiques ont été médiocres en 1996/97 et ne devraient pas s'améliorer en 1998/99. La croissance du PIB en 1996/97 a tout juste atteint 3,1%, de sorte que le revenu par habitant n'a quasiment pas augmenté. Les principaux problèmes macro-économiques du pays sont le déficit budgétaire et les besoins de financement du secteur public, qui contraignent les autorités à réduire les dépenses de développement et à encourager l'initiative privée. Le gouvernement actuel a fait de sérieux efforts pour mettre en place une nouvelle stratégie d'ajustement structurel s'appuyant sur des bases très larges, notamment une réforme des tarifs douaniers et une réforme fiscale, des incitations en faveur de l'agriculture et de l'industrie, la poursuite des réformes du système bancaire ainsi qu'un contrôle des dépenses et des emprunts du secteur public. Entre autres orientations futures, les autorités insisteront sur une politique monétaire rigoureuse, sur la gestion de la demande et sur le passage à des impôts directs plutôt qu'indirects.

2. Les cultures couvrent 20,9 millions d'hectares, soit 26% de la superficie totale du Pakistan. Près de 76% des zones cultivées sont irriguées, les 24% restants constituant les zones *barani* (zones d'agriculture pluviale) aux précipitations très irrégulières. Les forêts couvrent environ 3,7% de la superficie du pays. L'agriculture, principal poste de l'économie, représente 26% du PIB, 60% des recettes d'exportation et 48% des emplois. Les cultures contribuent pour 66% et l'élevage pour 34% au PIB agricole. Le taux de croissance de l'agriculture, qui a été d'environ 4% par an ces 25 dernières années, reposait sur le développement rapide de l'irrigation, sur l'introduction de variétés à haut

¹ Pour plus de renseignements, voir l'appendice I.



rendement, sur l'octroi de subventions aux intrants et sur des investissements du secteur public dans des infrastructures rurales telles que routes et électricité. Malgré ce taux de croissance satisfaisant, le Pakistan connaît encore des pénuries de biens essentiels tels que blé ou huile de table.

3. Les services d'appui à l'agriculture (vulgarisation, recherche, etc.), tout comme leurs interconnexions, sont peu développés et leur fonctionnement se heurte au manque de fonds. Les services de vulgarisation et, dans une certaine mesure, les activités de recherche, sont concentrés sur les besoins des agriculteurs relativement plus aisés, si bien que les pauvres n'en bénéficient pas beaucoup. On note toutefois une évolution dans de nombreux projets, notamment ceux qui sont menés avec l'appui du FIDA, où le personnel des services de vulgarisation et d'élevage au niveau du *tehsil* (unité administrative) ont appris à travailler avec des organisations communautaires plutôt qu'avec des exploitants individuels afin d'atteindre la plupart des pauvres. Les services financiers ruraux sont eux aussi peu développés malgré les efforts tout particuliers déployés par les autorités et les donateurs depuis trente ans pour accroître et approfondir le flux de crédit institutionnel vers les zones rurales. La plupart des habitants des campagnes et les pauvres doivent s'adresser à des filières parallèles pour obtenir des avances en espèces ou en nature, à des taux d'intérêt allant parfois jusqu'à 60%. Des ONG créées et soutenues par les autorités ont généralement comblé ce vide en fournissant des prêts à des organisations communautaires travaillant avec des groupes sur le modèle du programme d'appui rural de l'Aga Khan. Leurs activités consistent la plupart du temps à créer et aider des organisations villageoises/communautaires/féminines et à encourager l'épargne et le crédit pour des activités rémunératrices, en privilégiant les femmes.

B. Données d'expérience

4. Le plan proposé pour le projet tient compte des leçons tirées de l'expérience du programme d'appui rural de l'Aga Khan, des projets menés avec l'appui du FIDA, de l'évaluation du portefeuille de projets du pays ainsi que de l'expérience d'autres donateurs. En particulier, les enseignements ci-après tirés du Deuxième projet de mise en valeur de la zone *barani* mené avec l'appui du FIDA et de la Banque asiatique de développement (BAsD) ont été utiles: i) parmi les activités techniques ayant donné de bons résultats figurent la construction, dans le cadre d'une formule de partage des coûts, de puits ordinaires et d'étangs respectant des critères écologiques, des activités de conservation des sols et de l'eau, la formation technique, la mise au point de nouvelles variétés, la création d'associations féminines pour la vulgarisation et la distribution de semences et, enfin, les routes rurales; ii) les activités de développement communautaire, pour lesquelles un contrat avait été passé avec un bureau de consultants, n'ont pas donné de résultats tangibles. Il faudrait les confier à des ONG compétentes qui se chargeraient de mettre en place et/ou de renforcer des organisations de base viables assumant peu à peu la responsabilité du développement local et la liaison avec les structures institutionnelles; iii) l'activité en matière de crédit s'est elle aussi révélée décevante, essentiellement du fait des carences institutionnelles de la Banque de développement agricole du Pakistan dans l'administration du crédit rural aux petits exploitants et aux paysans sans terre. On encouragera l'épargne et le crédit par l'intermédiaire d'une ONG qui travaillera avec des groupes et associera les communautés aux prêts; iv) les systèmes de gestion et de suivi étaient dans l'ensemble acceptables mais pourraient certainement être améliorés; v) les paquets techniques doivent être expressément adaptés à la situation socio-économique des ruraux pauvres ainsi qu'aux conditions agro-écologiques des zones visées par le projet. Les méthodes de vulgarisation participative dans la communauté faisant intervenir les organismes et groupes compétents ont donné jusqu'ici de bons résultats et il faudrait les développer; enfin, vi) il est possible d'offrir aux femmes des perspectives respectant les habitudes et traditions locales en créant des organisations communautaires féminines, en dispensant une formation dans le domaine social et technique, en conseillant les femmes, ainsi qu'en encourageant le recours à des machines économes en main-d'œuvre et les activités génératrices de revenus.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan

La lutte contre la pauvreté au Pakistan

5. Le nombre d'habitants vivant au-dessous du seuil de pauvreté a diminué en termes relatifs et absolus depuis les années 70, même si les chiffres masquent une variation substantielle d'une zone à l'autre. C'est au Pendjab où les paysans sans terre et les métayers sont nombreux et où les zones *barani* ont un potentiel de production limité, que l'on trouve l'une des plus fortes proportions de ruraux pauvres. De plus, malgré une amélioration de l'infrastructure sociale entre les années 70 et 90, notamment une amélioration des indicateurs relatifs aux femmes, le Pakistan est encore à la traîne par rapport à la moyenne des pays d'Asie pour la croissance démographique, la mortalité infantile, la scolarisation et l'alphabétisation des adultes. Conscientes de l'importance capitale des facteurs de développement humain pour le développement d'ensemble du pays, les autorités ont lancé en 1993/94, avec l'appui des principaux donateurs multilatéraux et bilatéraux, un ambitieux programme d'action sociale qui vise à combler les lacunes de l'enseignement primaire, des soins de santé de base, de la planification familiale ainsi que de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural.

6. Après avoir mené des projets à assise communautaire, les autorités sont en train de formuler une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté fondée sur la mise en place d'un cadre institutionnel de développement communautaire comportant: i) des **programmes d'appui rural** dans les provinces et ii) un **fonds national de lutte contre la pauvreté (PPAF)**. Le gouvernement provincial du Pendjab a récemment mis sur pied 18 nouveaux programmes d'appui rural qui seront menés dans la région des cultures irriguées, tandis que le programme national d'appui rural (NRSP) se concentrera sur les zones *barani*. Le gouvernement financera les dépenses d'administration des programmes d'appui rural, probablement par le biais du PPAF, tandis que les fonds destinés aux activités de développement devraient être fournis à la fois par le gouvernement et par des bailleurs de fonds. Le PPAF, doté d'un statut de société anonyme en vertu de l'ordonnance sur les sociétés, est une organisation à but non lucratif, récemment créée, qui est gérée par un conseil d'administration où siègent des représentants du gouvernement et du secteur privé, pour la plupart des ONG. Il coiffa les organismes qui fourniront un microfinancement aux organisations communautaires par l'intermédiaire des ONG. L'Association internationale de développement (IDA) a déclaré être prête à lui apporter son appui. Le PPAF doit encore mettre au point son approche et ses méthodes pour les prêts aux communautés et ne devrait commencer à fonctionner qu'en 1999. Il devra faire la preuve de son efficacité avant de pouvoir servir de filière de crédit pour le groupe cible du FIDA.

7. Ces deux initiatives attestent de la volonté des autorités de lutter contre la pauvreté. Cependant, à quelques exceptions près, il n'y a pas d'ONG locales, d'où le risque que les programmes d'appui rural se considèrent comme des institutions chargées d'appliquer la politique officielle plutôt que de respecter les priorités de la population. L'expérience des programmes actuels d'appui rural mis en place par les autorités est mitigée: en effet, deux ONG fonctionnent assez bien (SRSC et NRSP), alors que le programme d'appui social aux zones *barani* se heurte à de sérieux problèmes. Les programmes d'appui rural dépendent entièrement des autorités/donateurs pour leur financement.

Stratégie du FIDA au Pakistan

8. **Activités de lutte contre la pauvreté menées par d'autres donateurs importants.** Des donateurs importants apportent un appui au développement dans les zones *barani*, mais pas spécifiquement dans la zone du projet. Il s'agit notamment: i) du programme d'action sociale (BASD/Banque mondiale), maintenant terminé, qui a connu des problèmes de personnel; ii) du programme communautaire intégré d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation à



l'hygiène (UNICEF), mené au niveau du Conseil de l'Union par le Département des autorités locales et du développement rural et qui a donné de très bons résultats; iii) du projet de foresterie au Pendjab (Banque mondiale), qui a mis en route dans la province une composante "foresterie sociale" grâce à la création de comités villageois; iv) du projet de petits barrages (BAsD) qui a fourni un appui pour des investissements dans la mise en place de structures de stockage de l'eau. Mais, faute d'avoir le soutien d'ONG compétentes, les associations d'irrigants qui avaient été créées sont restées impuissantes et l'utilisation effective de l'eau n'a pas débouché sur une augmentation de la production.

9. Au Pakistan, le FIDA a apporté son appui à 15 projets dans des zones géographiques et des domaines divers, avec une participation des bénéficiaires et des ONG qui est allée en s'intensifiant. La stratégie du FIDA a encore été affinée à la suite de l'évaluation du portefeuille de projets du pays faite en 1995, qui a été l'occasion de procéder à un bilan global de tous les projets menés avec l'appui du FIDA et de tirer un certain nombre d'enseignements, pris en compte par la suite pour la conception et l'exécution des projets. L'organisation des communautés a tout particulièrement retenu l'attention car elle est la pierre angulaire de toutes les activités de développement axées sur la demande.

10. Dans les zones marginales où la pauvreté est très répandue, la population se caractérise par une forte cohésion et une grande interdépendance au niveau communautaire et/ou tribal. Pour mener des activités avec la participation active des bénéficiaires, les projets soutenus par le FIDA s'appuient sur une longue tradition d'entraide et de travail communautaire. La stratégie de développement retenue par le FIDA vise à améliorer les perspectives des villageois, à accroître leur productivité en préservant l'environnement et à mobiliser les communautés.

Raison d'être du projet

11. **Raison d'être.** Les six *tehsil* retenus pour le projet ont plusieurs caractéristiques en commun: i) un faible niveau de développement et une forte incidence de la pauvreté et, donc, un rang de priorité élevé dans les plans nationaux de développement; ii) le fait qu'ils sont restés à l'écart des grandes actions de développement antérieures ou en cours; iii) l'existence de ressources en eau non exploitées pour la petite irrigation ainsi que de pratiques avérées pour le développement des cultures irriguées et pluviales sur le plateau du Potwar - pratiques qui ont fait leurs preuves lors de projets antérieurs menés par le FIDA dans des zones avoisinantes aux conditions agro-écologiques analogues; iv) la nécessité de mettre au point et d'expérimenter pour l'aménagement de vastes terres de parcours semi-arides dans les zones *barani* des options que l'on pourrait faire connaître à l'intérieur comme à l'extérieur des *tehsil* du projet; enfin, v) un potentiel de développement des micro-entreprises dans tous les *tehsil* du projet, de manière à absorber en tout cas une partie de la main-d'oeuvre sous-utilisée de la zone.

12. **Approche adoptée pour le projet.** L'expérience des programmes d'appui rural menés dans les zones *barani* et d'autres zones pauvres montre que l'approche participative partant de la base est mieux acceptée et respecte davantage les modes traditionnels de participation communautaire que l'approche hiérarchique classique suivie par les organismes publics. Elle confère aux communautés un rôle central dans la planification et l'exécution des activités de développement rural et fait de leurs organisations un point de convergence pour les conseils de vulgarisation et d'autres services. Un autre aspect important de la conception du projet sera de fixer l'appui aux ménages à un niveau suffisamment attrayant pour les pauvres mais sans intérêt pour les riches, ce qui aidera à l'autosélection des ménages cibles dans le cadre des organisations communautaires.

13. Pour augmenter la productivité et les revenus de la population rurale dans la zone du projet, la stratégie globale de développement comportera cinq grands axes: i) améliorer l'accès des villageois

aux terres irriguées, aux marchés, aux intrants et aux services sociaux en fournissant un appui pour les infrastructures économiques et sociales (travaux d'irrigation, approvisionnement en eau, etc.), au crédit (fonds renouvelable) et à la formation; ii) améliorer la production, la productivité et la protection de l'environnement en aidant la population à mettre au point et adopter de meilleures techniques et d'autres pratiques pour la gestion des ressources; iii) mobiliser les communautés, renforcer leur capacité d'entraide et aider à créer des liens solides avec les services des secteurs public et privé pour la fourniture de l'assistance technique et des intrants; iv) renforcer les organismes compétents pour qu'ils puissent assurer aux communautés les services dont elles ont besoin; v) offrir des possibilités de diversification du système de production et de développement des activités rémunératrices et des micro-entreprises; enfin, vi) confier la coordination à une unité de gestion du projet (UGP) au sein de l'Agence pour le développement des zones *barani* (ABAD) ainsi qu'à des comités de coordination au niveau de la province, du projet et du *tehsil*.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

14. **Zone du projet.** La zone du projet compte six *tehsil* (Attock, Jand, Pindi Gheb, Talagang, Gujar Khan et Pind Dadan (Khan) dans les zones *barani* du Pendjab. Du point de vue écologique, elle couvre deux vastes plaines séparées par la chaîne de la Salt Range, composée de formations géologiques très salines, le plateau du Potwar au nord de la chaîne et les plaines adjacentes au sud. Les précipitations, qui sont de 800 mm dans le *tehsil* d'Attock, au nord-ouest, tombent à 450 mm dans celui de P.D. Khan, au sud-est. Le plateau de Potwar possède d'importantes ressources non exploitées en eaux de surface et souterraines, alors qu'au sud de la Salt Range les quelques eaux de surface et souterraines sont souvent salines et impropres à la consommation humaine ou à l'irrigation. L'intensité des cultures dans les zones d'agriculture pluviale va de 75% à 85%. Parce que les précipitations sont très incertaines et irrégulières, les cultures pluviales comportent un risque et les rendements fluctuent énormément d'une année sur l'autre; sur dix années, la récolte est déficitaire tous les deux à quatre ans. L'élevage est un aspect important du système de production et quasiment toutes les familles paysannes possèdent un troupeau, même s'il ne compte que quelques bêtes à cause du manque de fourrage et/ou de pâturages sur les exploitations et les zones communales de pâture. Le surpâturage, très répandu, contribue à la dégradation des terres de parcours et il faut donc de toute urgence mettre au point et introduire des systèmes d'aménagement des parcours qui soient acceptables pour les paysans et favorisent l'intégration cultures/parcours/élevage dans un système de production viable.

15. La population des *tehsil* sur lesquels porte le projet s'élève à environ 2,1 millions d'habitants, dont environ 83% vivent dans les zones rurales. Cette population comprend approximativement 235 000 ménages ruraux répartis entre quelque 900 villages. Les principales occupations sont l'agriculture indépendante (55%) et le travail agricole/métayage (15%). Pas moins de 32% du revenu des ménages dans les zones *barani* du Pendjab proviennent de sources non agricoles, étant donné que les revenus agricoles ne suffisent pas à couvrir les besoins essentiels des familles. Les emplois occasionnels non qualifiés et, dans les grandes villages, l'emploi dans le bâtiment, la fabrication de meubles, le commerce, les emplois dans l'armée et autres constituent les principales sources de revenus non agricoles.

16. Sur la superficie totale de la zone du projet, soit environ 1,1 million d'hectares, environ 51% sont des terres arables, le reste étant recouvert de forêts et de terrains de parcours (49%). Les exploitations agricoles sont généralement de dimensions modestes, soit en moyenne 5,6 ha, dont 2,5 ha sont considérés comme des terres arables, le reste étant des terrains inutilisables et des parcours. Seulement 1% des exploitants possèdent plus de 10 ha et environ 65% moins de 5 hectares.



17. Selon l'évaluation rurale participative, les effectifs des services de santé publique sont limités et 25% seulement des villages étudiés dans l'échantillon disposent de services de soins médicaux, 40% ont l'électricité et 30% ont des conduites d'eau potable. Les routes de desserte sont inexistantes ou rares dans la plupart des cas, ce qui complique considérablement les déplacements de personnes et de marchandises tels que les intrants et les produits agricoles. L'insuffisance de ces services de base nuit surtout aux femmes en ce qui concerne les soins de santé, la perte de temps et les difficultés de la vie quotidienne.

18. **Groupe cible.** L'absence de grandes exploitations et le manque de rentabilité des multiples exploitations de petite taille, alliés à la faible productivité des méthodes agricoles actuelles, ont pour effet de placer la plupart des ménages dans le groupe cible du FIDA. Leur nombre est évalué à environ 176 000, soit 122 000 ménages agricoles disposant de moins de 10 ha de terres et 54 000 ménages qui survivent en travaillant comme ouvriers agricoles, métayers et main-d'oeuvre rurale non agricole. Afin d'élargir les avantages du projet à un grand nombre de participants, des sites seront choisis pour des investissements dans des systèmes d'irrigation regroupant un certain nombre d'agriculteurs, la superficie mise en valeur ne devant pas dépasser 2 ha par propriétaire terrien.

19. Eu égard au rôle central que jouent les femmes dans le bien-être de leur famille et à la possibilité d'accroître leur contribution à la famille et à la société en général, toutes les femmes rurales seront considérées comme constituant un groupe cible prioritaire, conformément à l'importance que le FIDA accorde aux problèmes spécifiques aux femmes. Les femmes créeront entre 30 et 40% des organisations communautaires et bénéficieront de la plus large part de l'appui au projet pour ce qui est de la formation, du développement des micro-entreprises et du crédit agricole et non agricole. Le projet visera par ailleurs à favoriser les femmes en confiant des emplois de vulgarisatrices et de monitrices à partir de l'expérience acquise dans le cadre du Deuxième projet de mise en valeur de la zone *barani*.

B. Objectifs du projet

20. Les principaux objectifs du projet seront les suivants: i) accroissement de la production agricole et amélioration du revenu des populations qui vivent dans la pauvreté; ii) création et renforcement d'organisations communautaires par le biais desquelles des services techniques et sociaux pourront être fournis de façon durable au groupe cible du FIDA; iii) amélioration de la condition des femmes en leur accordant une attention spéciale - sans toutefois aller à l'encontre de la tradition - notamment sous forme d'appui aux activités génératrices de revenus; iv) amélioration des conditions de vie des communautés rurales grâce au relèvement de la petite infrastructure sociale, comme par exemple l'approvisionnement en eau; et v) amélioration des possibilités d'emplois agricoles et non agricoles dans la zone du projet.

C. Composantes

21. Le projet envisagé sera exécuté sur une période de six ans et comprendra les composantes ci-après: i) développement communautaire et amélioration de la condition des femmes; ii) développement agricole; iii) développement des micro-entreprises; iv) unité de gestion du projet (UGP).

Développement communautaire et amélioration de la condition des femmes

22. Le projet favorisera les activités ci-après: i) mobilisation des ménages du groupe cible en créant environ 2 800 organisations communautaires masculines et féminines se composant chacune de 22 membres en moyenne, soit 61 600 membres au total lorsqu'elles seront pleinement développées; ii) mise en place d'un plan d'épargne et de crédit pour chaque organisation communautaire; et iii) renforcement des capacités d'organisations locales grâce à la formation des



responsables des organisations communautaires et de militants communautaires dans divers domaines. Une ONG appropriée dotée d'une expérience dans la zone du projet sera engagée pour mener ces activités et garantir leur viabilité. Cette ONG organisera les bénéficiaires et les aidera à évaluer leurs besoins et à les classer en fonction de leur degré de priorité en procédant à une évaluation participative et en établissant un plan participatif de développement communautaire. Tout en facilitant la participation des bénéficiaires, l'ONG secondera l'action des institutions compétentes pour l'exécution des activités (vulgarisation, irrigation, conservation des sols et de l'eau, etc.) et instaurera les relations nécessaires avec les organismes publics et privés pour assurer le déroulement durable et autonome des activités de groupe. Cette ONG mettra aussi en place un système d'épargne et de crédit au sein de chaque organisation communautaire. Un fonds de développement communautaire d'un montant de 2,7 millions de USD servira à financer des travaux d'infrastructure: approvisionnement en eau, assainissement, routes de desserte, etc., de manière à améliorer les conditions de vie en général, et plus particulièrement celles des femmes et des enfants.

Développement agricole

23. La mise en oeuvre de cette composante est déterminée par la demande, et les différentes activités menées à ce titre seront subordonnées aux besoins et à leur degré de priorité tels que définis par les bénéficiaires avec l'aide de l'ONG. Les besoins tels que définis dans le cadre de l'évaluation rurale participative et examinés à l'occasion des ateliers participatifs ont servi à quantifier cette composante à titre provisoire. Les activités menées seront notamment les suivantes: i) amélioration des ressources en eau provenant de puits ordinaires, de minibarrages et d'étangs afin d'irriguer environ 6 600 ha avec des périmètres de 3,25 à 8 hectares. Des cartes de base seront établies (données topographiques, hydrologiques, agro-écologiques, etc.) pour permettre de choisir les emplacements à bon escient. Les communautés participeront au choix des bénéficiaires et des projets (qui devront être approuvés par 70% au moins des membres des organisations communautaires). Les aménagements hydro-agricoles devraient aussi répondre à des critères tels que la faisabilité technique, le respect de l'environnement ainsi que la viabilité et la durabilité financières. Ils devraient présenter des avantages pour un aussi grand nombre que possible de membres des organisations communautaires, avec un maximum de 2 ha de terre irriguée par bénéficiaire, les bénéficiaires acceptant de fournir 50% des coûts d'investissement et d'assumer la pleine responsabilité de l'exploitation et de l'entretien. Des méthodes modernes d'irrigation économique feront l'objet de démonstrations (pose de conduites, goutte à goutte à faible pression, micro-asperseurs, etc.); ii) construction d'ouvrages de conservation des sols et de l'eau sur environ 1 500 ha (colmatage des ravines, terrasses, ouvrages de contrôle des eaux, plantation d'arbres, correction des torrents de montagne, etc.); iii) développement des cultures par le biais de méthodes agronomiques améliorées, du renforcement de la vulgarisation et du recours à la vulgarisation de groupe. Afin de garantir que les femmes bénéficient pleinement des activités, un service de vulgarisation sera mis en place à leur intention en tenant compte des conditions culturelles dans les zones *barani*. En outre, à l'échelon de la communauté, certaines femmes recevront une formation appropriée pour faire de la vulgarisation. Des démonstrations de techniques de culture seront organisées sur les exploitations, et la production de semences par les agriculteurs sera encouragée grâce à des méthodes et du matériel simples de nettoyage et de traitement des semences au niveau de l'organisation communautaire, et à la formation de producteurs de semences choisis par celle-ci. Le personnel de vulgarisation, hommes et femmes, recevra une formation en matière de développement participatif, d'aptitude à communiquer et d'échange de connaissances et de données d'information; iv) développement de l'élevage, notamment amélioration des espèces grâce au croisement de bétail local et de buffles, vulgarisation de méthodes améliorées d'élevage du bétail, appui aux communautés afin de mettre en place environ 90 élevages communautaires, appui aux services de santé animale, formation de zootechniciens, d'agriculteurs et de femmes spécialisés dans l'élevage, et enfin organisation de démonstrations, en particulier à l'intention des femmes, pour l'initiation à l'engraissement des petits ruminants. Afin de garantir la prise en compte des besoins propres aux femmes, du personnel féminin et des femmes spécialisées dans l'élevage seront engagés.

Les organisations communautaires intéressées recevront des taureaux reproducteurs, qui seront confiés à un agriculteur et qui seront utilisés par les membres de la communauté contre paiement; et v) recherche adaptative. Dans le cadre du Deuxième projet de mise en valeur de la zone *barani*, les travaux de recherche avaient été essentiellement expérimentaux et leurs résultats doivent maintenant être adaptés aux exploitations. La recherche devrait porter sur des programmes de vulgarisation relatifs à l'aménagement des terrains de parcours, la gestion des sols et l'utilisation des terres, enfin l'intégration des cultures, de l'élevage et des parcours dans un système agricole viable. Le projet sous-traitera cette composante au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), qui l'exécutera en étroite coopération avec des instituts de recherche pakistanais.

Développement des micro-entreprises

24. L'ABAD organise actuellement dans 23 centres de formation technique pour hommes et 19 centres pour femmes, des cours de formation technique à l'intention des jeunes en fin d'études dans différentes disciplines. Afin d'encourager les participants diplômés des cours de formation à créer leurs propres petites entreprises, le projet dispensera, à titre expérimental, une formation en matière de commercialisation et de gestion pour compléter la formation technique dans deux centres de formation pour hommes et dans deux centres de formation pour femmes. Deux centres de production et de vente seront mis en place dans les centres de formation féminine afin de faciliter la vente de produits artisanaux et autres. À cette fin, deux centres de formation pour hommes et pour femmes seront améliorés et équipés de manière appropriée, et seront assortis de petits centres de production et de vente. Une assistance technique sera fournie pour l'élaboration de programmes appropriés de formation à la commercialisation. Les diplômés de ces centres de formation technique qui mettent sur pied des micro-entreprises bénéficieront d'un appui sous forme de conseils et de facilités de crédit. Un fonds de crédit renouvelable d'environ 2,7 millions de USD sera constitué avec l'aide de l'ONG retenue pour répondre aux besoins de crédit des membres de la communauté et servira au financement de micro-entreprises, d'activités génératrices de revenus, d'intrants agricoles et de bétail, le plafond du crédit étant d'environ 1 000 USD.

Unité de gestion du projet (UGP)

25. Dans le cadre de l'ABAD, le projet financera une unité de gestion du projet (UGP) qui sera chargée de la coordination et du suivi des activités menées par les communautés avec l'appui de l'ONG et des services compétents. L'UGP comprendra, notamment, un directeur de projet, un responsable du suivi, un ingénieur et un responsable du développement communautaire. Le financement du projet prévoit pour l'unité: i) du matériel de bureau (ordinateurs, télécopieur, etc.); ii) des moyens de transport; iii) une assistance technique nationale pour la mise en place d'un système de gestion informatisée (SGI); et iv) les coûts différentiels.

D. Coûts et financement du projet

26. **Coût du projet.** Le coût total du projet, réparti sur une période de six ans, est estimé à 25,15 millions de USD, aux prix de mai 1998, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution. Les coûts en devises représentent environ 7% de ce total. Les aléas d'exécution représentent 13% du coût de base. Les aléas financiers ont été calculés selon les projections de la Banque mondiale et du FMI. Des taux de parité constants du pouvoir d'achat ont été utilisés pour évaluer les coûts du projet. Ces taux tiennent compte de la dépréciation probable de la roupie pakistanaise par rapport aux principales devises en raison du différentiel projeté des taux d'inflation dans le pays et à l'extérieur. Un résumé des coûts figure au tableau 1.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement communautaire et amélioration de la condition des femmes					
1. Organisation communautaire	1 710	87	1 796	5	8
2. Fonds de développement communautaire	2 430	270	2 700	10	12
Total partiel	4 140	357	4 496	8	20
B. Développement agricole					
1. Puits ordinaires	4 078	317	4 395	7	20
2. Étangs/minibarrages	3 186	274	3 459	8	16
3. Conservation des sols	1 050	81	1 131	7	5
4. Cultures	1 732	52	1 784	3	8
5. Élevage	1 172	70	1 242	6	6
6. Recherche adaptative	1 222	386	1 608	24	7
Total partiel	12 439	1 180	13 619	9	61
C. Développement des micro-entreprises					
1. Entreprises masculines	110	22	132	17	1
2. Entreprises féminines	294	26	320	8	1
3. Fonds renouvelable	2 700	0	2 700	0	12
Total partiel	3 104	48	3 152	2	14
D. Unité de gestion du projet	907	74	981	8	4
Total des coûts de base	20 591	1 658	22 248	7	100
Provision pour aléas d'exécution	1 019	89	1 108	8	5
Provision pour aléas financiers	1 662	132	1 794	7	8
Total des coûts du projet	23 271	1 879	25 150	7	113

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres

27. **Financement du projet.** Le tableau 2 donne le plan de financement du projet. Le FIDA fournira 15,26 millions de USD (61%), le gouvernement 5,22 millions de USD (21%) et les bénéficiaires 4,67 millions de USD (19%). La contribution du gouvernement comprend les droits et taxes (1,44 million de USD ou 5,7%). La contribution des bénéficiaires revêtira essentiellement la forme de main-d'oeuvre et de matériaux/matériel pour des ouvrages de génie civil liés aux travaux d'irrigation et autres travaux d'infrastructure dans les villages.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. La **passation des marchés** de biens et de services se fera conformément aux directives en matière de passation des marchés du FIDA. Les achats de matériel, de matériaux et de véhicules communs à tous les organes d'exécution seront groupés et effectués par l'UGP pour le compte de tous les services concernés. Les contrats d'un montant égal ou supérieur à 200 000 USD feront l'objet d'appels d'offres internationaux; les achats compris entre 10 000 et 200 000 USD feront l'objet d'appels d'offres locaux; ceux d'un coût inférieur à 10 000 USD se feront après consultations de fournisseurs à l'échelon national. Les ouvrages de génie civil à l'intention de la communauté tels que puits ordinaires, étangs et minibarrages, petits projets d'approvisionnement en eau et autres projets d'infrastructure communautaire seront réalisés en régie, le cas échéant, ou sous-traités à des entreprises locales par l'organisation communautaire concernée. Une ONG appropriée sera engagée pour une durée initiale de deux ans, avec possibilité de prolongation si les résultats sont jugés satisfaisants, pour mettre en oeuvre la composante développement communautaire et pour administrer le fonds de crédit renouvelable. L'ICARDA sera chargé de mettre en oeuvre la sous-composante recherche en collaboration avec des instituts de recherche nationaux.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement communautaire et amélioration de la condition des femmes											
1. Organisation communautaire	88,8	4,4	1 853,5	91,8	76,6	3,8	2 019,0	8,0	100,0	1 830,2	88,8
2. Fonds de développement communautaire	810,0	30,0	1 485,0	55,0	405,0	15,0	2 700,0	10,7	270,0	2 160,0	270,0
Total partiel	898,8	19,0	3 338,5	70,7	481,6	10,2	4 719,0	18,8	370,0	3 990,2	358,8
B. Développement agricole											
1. Puits ordinaires	853,8	15,9	2 423,0	45,0	2 104,3	39,1	5 381,1	21,4	388,2	4 604,7	388,2
2. Étangs/minibarrages	670,2	16,0	1 843,1	44,0	1 675,5	40,0	4 188,9	16,7	331,6	3 525,7	331,6
3. Conservation des sols	338,2	24,6	629,1	45,8	405,9	29,6	1 373,2	5,5	98,3	1 176,6	98,3
4. Cultures	950,6	46,5	1 091,9	53,5	-	-	2 042,5	8,1	64,9	1 912,6	64,9
5. Élevage	299,1	21,6	1 083,0	78,4	-	-	1 382,1	5,5	73,7	1 233,2	75,2
6. Recherche adaptative	0,0	-	1 735,2	100,0	-	-	1 735,2	6,9	416,4	1 318,7	-
Total partiel	3 111,9	19,3	8 805,3	54,7	4 185,7	26,0	16 103,0	64,0	1 373,1	13 771,6	958,2
C. Développement des micro-entreprises											
1. Entreprises masculines	91,7	60,7	59,5	39,3	-	-	151,2	0,6	24,9	102,4	23,8
2. Entreprises féminines	229,1	62,8	135,6	37,2	-	-	364,7	1,5	29,0	311,7	24,0
3. Fonds renouvelable	-	-	2 700,0	100,0	-	-	2 700,0	10,7	-	2 700,0	-
Total partiel	320,8	10,0	2 895,1	90,0	-	-	3 215,9	12,8	54,0	3 114,2	47,7
D. Unité de gestion du projet	892,5	80,3	219,5	19,7	-	-	1 112,0	4,4	82,0	952,3	77,6
Total des décaissements	5 224,0	20,8	15 258,4	60,7	4 667,4	18,6	25 149,8	100,0	1 879,1	21 828,3	1 442,3

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





29. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Le prêt sera décaissé pour couvrir les dépenses engagées pendant la durée du projet, qui répondent aux conditions requises. Un compte spécial sera ouvert à la Banque nationale du Pakistan ou dans une autre banque appropriée jugée acceptable par le FIDA, afin de faciliter l'acheminement régulier des fonds. À l'entrée en vigueur du prêt, le FIDA effectuera un dépôt initial de 1,8 million de USD, soit un montant suffisant pour couvrir les besoins pendant environ six mois. Ce compte sera reconstitué conformément aux directives du FIDA. Le retrait de fonds sur ce prêt pour effectuer des paiements d'un montant inférieur à 50 000 USD se fera sur présentation de relevés de dépenses certifiés conformes, les documents correspondants étant conservés par l'ABAD aux fins d'inspection pendant les missions de contrôle. Un compte sera ouvert pour le projet, dans lequel le gouvernement versera ses contributions conformément au calendrier convenu. La date de clôture du prêt est fixée au 31 décembre 2005.

30. Sur la base des plans de travail annuels approuvés et de la mise en oeuvre effective, les fonds du compte spécial alloués au projet seront versés par l'UGP aux services compétents et aux sous-traitants (ONG et ICARDA). Tous les organes qui participent à l'exécution du projet tiendront des comptes séparés des dépenses afférentes aux activités financées par le projet. Le comptable de l'UGP veillera à ce que tous les comptes soient tenus conformément à des pratiques de comptabilité nationale jugées acceptables par le FIDA. Le comptable de l'UGP établira aussi chaque trimestre des états récapitulatifs des comptes du projet dans le cadre du système informatique de gestion. Ces états récapitulatifs seront soumis à intervalles réguliers au Comité directeur du projet et au FIDA. Tous les comptes seront vérifiés par le vérificateur du gouvernement ou d'autres vérificateurs agréés par le FIDA. Les comptes vérifiés et le rapport du vérificateur, qui comportent une opinion distincte concernant les relevés des dépenses, seront communiqués au FIDA dans un délai de six mois après l'expiration de chaque exercice budgétaire.

F. Organisation et gestion

31. Le Département de la planification et du développement du gouvernement du Pendjab, par l'intermédiaire de l'ABAD, assumera la responsabilité d'ensemble de la mise en oeuvre du projet. Une unité de gestion du projet sera créée à cette fin au sein de l'ABAD, avec à sa tête un directeur de projet dont les qualifications devront être jugées satisfaisantes par le FIDA et qui ne pourra pas être nommé à un autre poste pendant un délai de trois ans au moins. En raison de l'importance du rôle de l'ABAD, son directeur général ne pourra pas non plus être nommé à un autre poste à moins que son remplaçant n'ait des qualifications jugées satisfaisantes par le FIDA. Toutes les activités techniques seront menées par des organismes provinciaux compétents en étroite collaboration avec les autorités locales et les organisations communautaires, ces dernières bénéficiant de l'appui de l'ONG qui aura été choisie. Cette ONG administrera le fonds de crédit renouvelable qui sera constitué dans le cadre du projet. La recherche adaptative sera sous-traitée à l'ICARDA, qui s'en chargera en collaboration avec les instituts de recherche concernés.

32. La coordination du projet sera assurée par trois comités interdépendants: i) à l'échelon de la province, un Comité directeur du projet, qui se réunira deux fois par an, aura à sa tête le directeur du Département de la planification et du développement et comprendra les responsables des services concernés. Le directeur général de l'ABAD en sera le secrétaire. Ce comité directeur aura pour tâche d'examiner et d'approuver le plan de travail et budget annuel, d'examiner l'exécution d'ensemble du projet et de résoudre les questions de politique générale; ii) à l'échelon du projet, un comité de coordination sera chargé de suivre l'exécution normale du projet, sous la direction du directeur général de l'ABAD, et se composera des directeurs de tous les organes d'exécution, des instituts de recherche concernés et de l'ONG retenue. Le directeur du projet assumera les fonctions de secrétaire de ce comité, qui se réunira au moins une fois par trimestre et sera chargé d'examiner l'état d'avancement du projet, d'approuver les plans de travail et budgets, de vérifier les opérations d'achat

et de conseiller le directeur du projet pour la gestion des activités; et iii) à l'échelon des *tehsil*, un Comité de coordination des *tehsil*, qui aura à sa tête le directeur du projet, examinera chaque mois l'état d'avancement du projet avec des représentants locaux des organes d'exécution compétents et de l'ONG.

33. Le **suiti** de la mise en oeuvre du projet ainsi que ses effets sur les bénéficiaires sera assuré par l'UGP, les partenaires d'exécution et l'ONG. Les principaux paramètres² comprendront la participation des bénéficiaires, une place de premier plan étant accordée aux femmes, aux micro-entreprises, aux plans d'épargne et de crédit et à l'impact sur l'environnement. Il sera également procédé à une enquête initiale, à des études de diagnostic et d'impact dans des zones déterminées, à un examen à mi-parcours et à une évaluation finale d'impact. Ces études seront sous-traitées par l'UGP à des universités ou à des consultants.

34. **Évaluation par les bénéficiaires.** Les exploitants agricoles et autres bénéficiaires, hommes et femmes, seront encouragés à analyser les retombées de leur participation au projet, et ce au moyen d'activités d'évaluation participative au sein des communautés avant les examens annuels. Certaines communautés seront invitées à désigner un représentant pour assister à l'examen, faire part de leur expérience et proposer des améliorations.

G. Justification économique

35. **Avantages et bénéficiaires.** La composante développement agricole du projet profitera à environ 32 300 ménages, dont 24 000 vivent dans des zones de cultures pluviales et 8 300 familles dans des zones de cultures irriguées. Dans le sous-secteur de l'élevage, les bénéficiaires comprendront environ 50% de tous les ménages regroupés dans des organisations communautaires. Parmi les activités axées essentiellement sur les femmes figurent la création de revenus (environ 1 200 bénéficiaires) et la prise en charge de la production agricole par des femmes en l'absence d'hommes dans les ménages. Les femmes seront aussi les principales bénéficiaires des investissements communautaires financés par le fonds de développement communautaire, qui devrait permettre de financer des projets d'approvisionnement en eau à faible coefficient de main-d'oeuvre, des routes de raccordement, des projets d'infrastructure sociale comme des écoles, etc. Un certain nombre de gens tireront parti de l'amélioration de l'accès au crédit institutionnel pour mettre en place des micro-entreprises.

36. Les principaux avantages quantifiables liés au projet sont les suivants: i) augmentation de la production agricole par suite d'une généralisation de l'irrigation et de pratiques améliorées de culture pluviale; ii) accroissement de la production animale lié à une amélioration des services d'appui et à un accroissement de l'offre de résidus de récoltes; et iii) augmentation de la production de miel, de cire d'abeille, de lait et de viande provenant d'activités génératrices de revenus. À plein régime, le surcroît de production devrait se répartir approximativement comme suit, selon les estimations: 10 490 t de blé, 2 500 t de maïs, 23 400 t de légumes et 10 490 t de paille de blé utilisé comme fourrage. Parmi les avantages non quantifiables figurent les résultats du programme de recherche adaptative, la production provenant d'activités de micro-entreprises pilotes et les activités communautaires qui seront financées par le biais du fonds de développement communautaire.

37. Le projet vise à accroître les revenus des pauvres et des femmes dans les régions rurales. Divers modèles représentatifs de cultures et d'exploitations ont été mis au point pour vérifier la viabilité financière des différentes propositions de développement pour les cultures pluviales et irriguées et pour les activités rémunératrices. Il semble que l'accroissement des revenus soit modeste pour ce qui est des cultures pluviales (15-20%), mais substantiel dans le cas de cultures irriguées

² Voir l'appendice V.

grâce à des puits ordinaires et à des minibarrages/étangs (180-200%). Les revenus provenant d'activités telles que l'apiculture et la production de lait sont encore limités (178 et 200 USD par an respectivement), bien que les taux de rentabilité financière soient estimés à 80% et 25% respectivement, compte tenu de la modicité des investissements.

38. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique (TRE), sur une période de 20 ans, a été évalué à 11,4% pour l'ensemble du projet, sur la base d'un certain nombre d'hypothèses³. On a supposé que tous les coûts avaient été inclus, à l'exception de ceux liés à la recherche adaptative et au développement des micro-entreprises, tandis que les bénéfices résultant de la recherche adaptative, des micro-entreprises et des fonds de roulement avaient été exclus étant donné qu'il n'était pas possible de quantifier le rendement de ces investissements. Toutefois, si l'on exclut le coût d'investissement du fonds de développement communautaire, le TRE se trouve porté à 14%. Le TRE est sensible aux variations des prix du blé et des légumes, qui sont les principaux éléments d'augmentation de la production, mais moins aux fluctuations des coûts d'investissement dans les exploitations. Lorsque les prix du blé et des légumes augmentent ou diminuent de 10%, le taux de rentabilité économique passe à 14,5% ou tombe à 8,3%.

H. Risques

39. Les principaux risques à prévoir pourraient être le rythme attendu de création d'organisations communautaires et d'associations féminines, l'incapacité partielle des services concernés à apporter un appui technique suffisant aux bénéficiaires, et plus particulièrement aux femmes, et d'éventuelles difficultés de coordination entre l'UGP et l'ONG. Afin de minimiser ces risques, le projet a été mis au point avec la pleine participation des bénéficiaires (évaluation rurale participative et ateliers), des services concernés, de l'ABAD et des ONG actives dans la zone du projet. Des fonds et des délais importants sont prévus afin d'assurer la constitution d'organisations locales viables, la formation de responsables et de membres des organisations communautaires, la mise en place de solides services de vulgarisation confiés à des femmes et l'engagement de vulgarisatrices à l'échelon des communautés. Une définition claire des responsabilités de l'ONG et de l'UGP, des procédures applicables à l'acheminement de fonds de l'UGP à l'ONG, des décaissements de fonds en fonction de l'état d'avancement ainsi qu'une bonne planification des activités minimiseront les risques de conflit entre l'UGP et l'ONG.

I. Impact sur l'environnement

40. L'érosion des sols par suite des pressions qui s'exercent sur les terres arables, du surpâturage et du déboisement constitue le principal risque dans la zone du projet. Le projet envisagé s'attaquera à ces problèmes au moyen de mesures de conservation des sols et de l'eau et de gestion des terres de parcours. Il contribuera en outre à sensibiliser les populations à ces problèmes et à démontrer la faisabilité technique et les avantages financiers des travaux de conservation à l'échelon de la communauté ainsi que des efforts de reboisement.

J. Aspects novateurs

41. Parmi les principaux aspects novateurs du projet figurent: i) le recours à la recherche adaptative pour mettre au point une technologie et des méthodes de culture applicables aux zones *barani* semi-arides, par le biais de liens institutionnels avec l'ICARDA, qui permettront d'intégrer la gestion des cultures, de l'élevage et des parcours, et ii) l'organisation de services de conseils adaptés aux besoins des micro-entreprises à l'intention des diplômés des centres de formation technique et

³ Voir l'appendice VII.



des personnes (hommes et femmes) qui souhaiteraient créer des micro-entreprises et comprenant une aide pour la réalisation d'analyses de faisabilité et pour le démarrage des entreprises, l'identification de techniques et de sources appropriées, de modalités d'approvisionnement en matières premières et pour établir des liens avec d'éventuels marchés.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

42. Un accord de prêt entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

43. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

44. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République islamique du Pakistan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 150 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} août 2038 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 20 octobre 1998)

1. a) Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan fait en sorte que le Gouvernement provincial du Pendjab mette à la disposition de l'ICARDA les montants prélevés sur les fonds du prêt qui seront nécessaires pour mener à bien les activités de recherche appliquée du projet, conformément à l'accord de prêt et en vertu de l'accord conclu avec l'ICARDA à la satisfaction du FIDA.

b) Le Gouvernement du Pakistan fait en sorte que le Gouvernement provincial du Pendjab mette à la disposition d'une ONG, choisie sur la base des critères énoncés dans l'accord de prêt (l'ONG), les montants prélevés sur les fonds du prêt qui seront nécessaires pour exécuter la composante du projet intitulé développement communautaire et amélioration de la condition des femmes, conformément à l'accord de prêt et moyennant l'accord de l'ONG, ayant l'agrément du FIDA.

2. Dans une banque ayant l'agrément du FIDA, le Gouvernement du Pakistan ouvre, puis maintient pour les besoins du projet, un compte libellé en roupies pakistanaïses auquel le Gouvernement provincial du Pendjab verse ponctuellement sur ses propres ressources les fonds de contrepartie locaux jugés nécessaires dans le plan de travail et budget annuel. Le Directeur du projet est autorisé à gérer les comptes du projet.

3. Le Gouvernement du Pakistan prend toutes mesures utiles pour que le programme puisse être exécuté avec la diligence compatible avec les impératifs de préservation de l'environnement et en conformité avec la législation environnementale nationale et tous les traités internationaux sur l'environnement auxquels le Gouvernement est partie, notamment l'application d'une réglementation appropriée de l'usage des pesticides agricoles, le cas échéant. À cette fin, le Gouvernement s'assure que les pesticides achetés dans le cadre du projet ne contiennent aucun produit proscrit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tel qu'amendé périodiquement, ou figurant aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) ou 2 (très dangereux) de la Classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), telle qu'amendée périodiquement.

4. Le Gouvernement du Pakistan fait en sorte que le Gouvernement provincial du Pendjab établisse et maintienne, ou charge l'ONG d'établir et de maintenir, un fonds de roulement pour le projet auquel seront déposés le principal et les intérêts, nets des dépenses de fonctionnement et autres dépenses, reçus en recouvrement des crédits consentis aux paysans sur le montant du prêt consenti par le fonds de crédit renouvelable de la composante développement des micro-entreprises. L'ONG utilise les montants déposés au fonds renouvelable pour développer les services de crédit proposés aux bénéficiaires de la zone du projet, dans des conditions conformes aux dispositions de l'accord de prêt, au moins jusqu'à ce que le principal, les intérêts et autres charges inhérentes au prêt aient été intégralement acquittés.

5. Au cours de l'exécution du projet, le Gouvernement du Pakistan et le FIDA revoient périodiquement les taux d'intérêt applicables aux crédits consentis sur les fonds du prêt. Le Gouvernement prend telles mesures conformes à ses politiques qui pourraient se révéler nécessaires



ANNEXE

pour harmoniser ses taux d'intérêt avec la politique du FIDA en matière de taux de rétrocession. Ce faisant, l'ABAD veille à ce que l'ONG réduise à un minimum les coûts d'exécution des activités de crédit dans la mesure où ils affectent sa marge de l'écart d'intérêts.

6. Le Département de la planification et du développement du Gouvernement provincial du Pendjab assume par le biais de l'ABAD la responsabilité d'ensemble du projet. Les organisations provinciales compétentes se chargent des activités techniques en coopération étroite avec l'administration locale et les organisations communautaires de la zone du projet. L'ABAD charge une ONG de la gestion du fonds de crédit renouvelable et de l'appui aux organisations communautaires. L'ICARDA est chargée de la recherche adaptative, exécutée en collaboration avec les instituts de recherche provinciaux de l'Institut de recherche agricole en zone *barani* (BARI), l'Institut de recherche sur la conservation des sols et de l'eau (SAWCRI) et l'Institut de recherche sur la production animale en zone *barani* (BLPRI).

7. Le Gouvernement du Pakistan demande au Gouvernement provincial du Pendjab d'établir au sein de l'ABAD une unité de gestion du projet (UGP) dotée d'un directeur de projet et de quatre directeurs adjoints détachés, chargés de coordonner les activités au niveau des *tehsil*. L'UGP est organisée en sections: Section des finances et de la vérification des comptes; Section de l'administration; Section du suivi et de l'évaluation; Section du développement communautaire; et Section du génie.

8. L'UGP assure les fonctions suivantes:

- a) surveillance des activités quotidiennes du projet;
- b) coordination des activités des organisations compétentes, l'ONG et l'ICARDA;
- c) établissement du plan de travail et budget annuels;
- d) direction des achats, de la gestion financière et de la comptabilité;
- e) suivi et établissement des rapports d'activité;
- f) liaison avec le FIDA.

9. La coordination est assurée par des comités travaillant en étroite liaison:

- a) le comité directeur du projet est présidé par le Président du Département de la planification et du développement du Gouvernement provincial; il a pour secrétaire le Directeur général de l'ABAD; il se réunit deux fois par an pour approuver le programme de travail et budget annuels, passer en revue les résultats obtenus et arrêter les grandes orientations;
- b) le comité de coordination du projet est présidé par le Directeur général de l'ABAD; il a pour secrétaire le Directeur du projet, et pour membres les directeurs de tous les organismes participants et de l'ONG. Il fait le point de la situation, approuve les plans de travail et les budgets, supervise les passations de contrat, et aide le Directeur du projet à assurer la gestion;
- c) les comités de coordination *tehsil*, qui sont présidés par le Directeur du projet, dont le secrétariat est assuré par les directeurs adjoints chargés de la coordination des activités du projet dans leurs *tehsil* respectifs, ont pour membres les représentants des organismes

d'exécution compétents et de l'ONG. Ils se réunissent au niveau du *tehsil* pour examiner chaque mois les activités du projet dont ils assurent la coordination au sein du *tehsil*.

10. L'ONG exécute la composante développement communautaire et amélioration de la condition des femmes dans les conditions prévues par le contrat de sous-traitance et en utilisant ses propres procédures. Les contrats conclus avec l'ONG dans des conditions satisfaisant le FIDA couvrent une période initiale de deux ans et peuvent être prolongés.

11. Les services compétents des directions de la vulgarisation agricole (DAE) et de la conservation des sols (DSC) du Gouvernement provincial du Pendjab, la Direction de la gestion de l'eau sur les exploitations agricoles (OFWM) et le Département du développement de l'élevage et des produits laitiers (DLDD) du Département de l'agriculture assurent une aide technique et d'autres services aux organisations communautaires masculines et féminines comme indiqué dans le rapport de préévaluation. Malgré les obligations énumérées plus haut qui leur incombent, la Direction de la gestion de l'eau sur les exploitations agricoles et la Direction de la conservation des sols conçoivent et supervisent la réalisation de puits forés, de mini-barrages, de mares et d'ouvrages de conservation du sol, ainsi que les investissements dans l'irrigation et la conservation des sols. La Direction de la vulgarisation agricole est spécifiquement chargée de l'amélioration des récoltes par le biais de diverses activités: programme de multiplication des semences et pépinières d'arbres fruitiers; formation du personnel et des agriculteurs; organisation de démonstrations de production culturale, de foires agricoles, d'ateliers et de séminaires.

12. Sur la base des programmes de travail et des budgets établis par chacun des organismes chargés de l'exécution du projet, le Gouvernement du Pakistan demande à l'ABAD de soumettre au FIDA pour examen et observations le plan de travail et budget annuel au plus tard deux mois avant le début de chaque exercice financier. Il demande en outre à l'ABAD de prendre en considération les observations du FIDA sur ledit plan de travail et budget annuel avant de l'arrêter définitivement.

13. Un bilan à mi-parcours (BMP) est établi conjointement par le Gouvernement du Pakistan, le FIDA et les organismes chargés de l'exécution au plus tard la quatrième année d'exécution du projet. Le but est notamment d'évaluer dans quelle mesure les objectifs ont été atteints et quelles sont les difficultés rencontrées, afin de modifier la conception s'il en est besoin. Les conclusions sont communiquées promptement au Gouvernement et discutées avec le FIDA. Le Gouvernement fait en sorte que les recommandations formulées par le FIDA à la suite du bilan soient mises en oeuvre dans des délais raisonnables et à l'entière satisfaction du FIDA.

14. Le Gouvernement du Pakistan demande au Gouvernement provincial du Pendjab de faire en sorte que: a) le directeur du projet soit un haut fonctionnaire; si aucun fonctionnaire possédant les qualifications requises n'est disponible, il faudra rechercher dans le secteur privé une personne possédant les qualifications exigées par le Fonds; b) le Directeur du projet ne soit pas muté avant d'avoir complété trois années de service, sauf nécessité absolue; auquel cas, son successeur doit posséder des qualifications donnant satisfaction au FIDA; c) le Directeur général de l'ABAD ne soit pas muté pendant au moins les trois années suivant la prise d'effet du projet, à moins qu'il ne soit remplacé à l'entière satisfaction du FIDA.

15. Le Gouvernement du Pakistan demande au Gouvernement provincial du Pendjab de faire établir par l'ONG un manuel d'administration du crédit et de mettre celui-ci à la disposition des groupes concernés, des responsables des unités de terrain et des membres du Comité de coordination du projet. Le manuel peut être examiné et, si nécessaire, amendé par l'ONG en concertation et en accord avec l'UGP.



ANNEXE

16. Le Gouvernement du Pakistan fait en sorte que: a) les fonds du Gouvernement pakistanais et du FIDA soient chaque trimestre respectivement transférés du Compte spécial et du compte du projet aux services compétents et organisations sous contrat, notamment l'ICARDA et l'ONG, en fonction des plans de travail annuels arrêtés et des accords conclus; b) les activités entreprises par les services compétents et les organisations sous contrat soient examinées par le directeur du projet avant que les fonds ne soient débloqués; c) tous les organismes participant à l'exécution du projet tiennent des comptes de dépenses distincts pour toutes les activités financées au titre du projet.

17. Le Gouvernement du Pakistan:

- a) demande à l'ABAD de faire en sorte que des rapports semestriels et annuels soient établis par l'UGP dans les 45 jours suivant la fin de chaque période devant faire l'objet d'un rapport et lui soient soumis ainsi qu'au FIDA;
- b) demande au Gouvernement provincial du Pendjab de faire en sorte que les femmes participent pleinement au projet et aient librement accès aux activités prévues;
- c) demande au Gouvernement provincial du Pendjab de veiller à ce que les services compétents donnent la priorité aux activités du projet et à ce que celui-ci procède aux paiements au vu des résultats.

18. Les critères de sélection des ONG admises à soumettre leur candidature pour l'exécution de la composante développement communautaire et amélioration de la condition des femmes sont les suivants:

- a) aptitude à travailler dans la zone du projet;
- b) expérience du travail dans la zone du projet;
- c) expérience de la fourniture de crédit.

19. Aucun montant ne sera décaissé pour les activités de recherche appliquée et pour la composante développement communautaire et amélioration de la condition des femmes tant que le Gouvernement du Pakistan n'aura pas amené le Gouvernement provincial du Pendjab à adjuger ces activités à l'ICARDA et à l'ONG respectivement, selon des procédures et en vertu d'accords acceptables par le FIDA.

20. La prise d'effet de l'accord de prêt est en outre subordonnée aux conditions ci-dessous:

- a) le Gouvernement du Pakistan a fait en sorte que le Gouvernement provincial du Pendjab établisse l'UGP;
- b) le Gouvernement du Pakistan a fait en sorte que le Gouvernement provincial du Pendjab nomme un directeur de projet possédant des qualifications acceptables par le FIDA, qui dirigera l'UGP;
- c) le Gouvernement du Pakistan a fait en sorte que le Gouvernement provincial du Pendjab établisse le Comité directeur du projet dont la composition, les fonctions et les responsabilités donnent satisfaction au FIDA;
- d) le PC-1 a reçu l'approbation du Comité exécutif du Conseil économique national, ou l'approbation anticipée du Président dudit comité.

COUNTRY DATA – PAKISTAN

Land area (km² thousand) 1995 1/	771	GNP per capita (USD) 1996 2/	480
Total population (million) 1996 1/	134	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	1.1
Population density (people per km²) 1996 1/	170	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	11.3
Local currency	Pakistan iRupee	Exchange rate: USD 1 =	PKR 45
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	3.0	GDP (USD million) 1996 1/	64 846
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	37	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	8	1980-90	6.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	88	1990-96	4.6
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	63	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Number of rural poor (million) 1/	32	% agriculture	25.8
Poor as % of total rural population 1/	36.9	% industry	24.5
Total labour force (million) 1996 1/	48	% manufacturing	16.9
Female labour force as % of total, 1996 1/	26.8	% services	49.7
Education		Consumption, 1996 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	74.0	General government consumption (as % of GDP)	12.3
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	37.1	Private consumption (as % of GDP)	73.4
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	14.2
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 316	Balance of Payments (USD million)	
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	74	Merchandise exports, 1996 1/	9 266
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	40.4	Merchandise imports, 1996 1/	11 812
Health		Balance of merchandise trade	-2 546
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	3.5	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people) 1994 1/	0.5	before official transfers, 1996 1/	-6 813
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	74	after official transfers, 1996 1/	-4 208
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	55	Foreign direct investment, 1996 1/	690
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	47	Government Finance	
Agriculture and Food		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	-4.8
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	15.2	Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	23.2
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	1 085	Total external debt (USD million) 1996 1/	29 901
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	125	Total external debt (as % of GNP) 1996 1/	39
Land Use		Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	27.4
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	34.4	Nominal lending rate of banks, 1996 1/	n.a.
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	17	Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	n.a.
Forest area as % of total land area, 1995 1/	2.3		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	79.8		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997



APPENDIX

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS IN PAKISTAN

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount (million)	Disbursement (as % of approved amount)
Small Farmers' Credit Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	27 Jun 79	04 Jun 80	31 Dec 85	L - I - 18 - PA	SDR	23.75	100%
South Rohri Fresh Groundwater Irrigation Project	AsDB	AsDB	HC	19 Dec 79	28 Mar 80	31 Dec 90	L - I - 33 - PA	SDR	12.40	37.2%
Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	HC	03 Dec 80	27 Aug 81	31 Dec 90	L - I - 48 - PA	SDR	9.80	48.1%
On-Farm Water Management Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	28 Jul 82	31 Dec 85	L - I - 83 - PA	SDR	10.50	84.8%
Small Farmers' Credit Project II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	09 Jul 84	31 Dec 87	L - I - 138 - PA	SDR	23.20	100%
Gujranwala Agricultural Development Project	IFAD	AsDB	HC	12 Dec 84	21 Jun 85	31 Dec 93	L - I - 162 - PA	SDR	8.65	99.6%
Chitral Area Development Project	IFAD	AsDB	I	10 Sep 87	25 Nov 88	31 Dec 97	L - I - 209 - PA	SDR	8.70	78.1%
Punjab Smallholder Dairy Development Project	IFAD	AsDB	I	30 Nov 88	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 234 - PA	SDR	12.05	46.5%
Second Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 257 - PA	SDR	15.20	71.3%
Smallholder and Women's Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	I	02 Oct 90	19 Jun 92	30 Jun 96	L - I - 265 - PA	SDR	19.00	07.6%
Neelum and Jhelum Valleys Community Development Project	IFAD	UNOPS	I	04 Sep 91	05 Jun 92	30 Jun 99	L - I - 288 - PA	SDR	11.90	48.8%
Mansehra Village Support Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	26 Mar 93	31 Dec 00	L - I - 319 - PA	SDR	10.35	46.5%
Pat Feeder Command Area Development Project	AsDB	AsDB	I	19 Apr 94	02 Feb 95	31 Dec 01	L - I - 353 - PK	SDR	20.25	30.4%
Dir Area Support Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	15 Apr 97	30 Sep 04	G - I - 15 - PK	USD	50.00	93.4%
Dir Area Support Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	15 Apr 97	30 Sep 04	L - I - 425 - PK	SDR	11.35	09.7%
Northern Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97		31 Dec 05	G - I - 34 - PK	USD	50.00	
Northern Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97		31 Dec 05	L - I - 453 - PK	SDR	10.75	



LOGICAL FRAMEWORK

Goal	Goal Level Targets	Goal Level Monitoring	Goal Level Assumptions
1.1.1 Poverty reduced	1.2.1 Farm and off-farm income increased	1.3.1 Project completion report	1.4.1 Stable political environment 1.4.2 Stable overall economic environment 1.4.3 Stable and attractive commodity price structure
Purpose	Purpose Level Targets	Purpose Level Monitoring	Purpose Level Assumptions
2.1.1 Agricultural production increased	2.2.1 Food grain production increased (13000t) 2.2.2 Vegetable/fruit production increased (23400t) 2.2.3 Livestock production improved 2.2.4 Rangeland improved	2.3.1 Project completion report 2.3.2 Benefit monitoring 2.3.3 Progress reports 2.3.4 Mid-term review (MTR)	2.4.1 Project well managed and coordinated 2.4.2 Farmers adopt improved crop and livestock practices 2.4.3 Communities and/or individual farmers maintain and operate infrastructure 2.4.4 CO/ line department linkages remain sustainable 2.4.5 Project-trained persons self-employed or find jobs 2.4.6 Women's groups become self-sustaining
2.1.2 Employment increased	2.2.5 Additional jobs created		
2.1.3 Status of women improved	2.2.6 Income of women increased		
Output	Output Level Targets	Output Level Monitoring	Output Level Assumptions
3.1.1 COs formed and functional	3.2.1 2800 COs organized of which at least 40% are women's groups 3.2.2 Linkages with line departments established	3.3.1 Completion report 3.3.2 Progress reports 3.3.3 Review mission	3.4.1 NGO staff competent and dedicated 3.4.2 Communities actively participate in COs/WCOs
3.1.2 Irrigated area and cropping intensity increased	3.2.3 Irrigated areas increased (6665ha) 3.2.4 Improved agronomic packages developed and introduced	3.3.4 MTR 3.3.5 MIS	3.4.3 Line departments respect the wishes of the communities 3.4.4 Water for irrigation from ground and surface sources available
3.1.3 Erosion controlled	3.2.5 Microwatersheds improved		3.4.5 Design and construction of civil works of good quality
3.1.4 Crops improved	3.2.6 Rangeland packages developed and acceptable to communities		3.4.6 Crops, rangeland and livestock packages accepted by farmers
3.1.5 Livestock improved	3.2.7 Livestock productivity increased		
3.1.6 Village water supply improved	3.2.8 Women's workload reduced through readily available water		
3.1.7 Skills for employment developed	3.2.9 Persons technically trained (1200) 3.2.10 Microentrepreneurs trained (1200) 3.2.11 Income-generating activities established (1200)		3.4.6 NGO is actively promoting microenterprise development & investments
3.1.8 Opportunities for self-employment	3.2.13 Microenterprise credit obtained		
Activities	Activity Level Targets	Activity Level Monitoring	Activity Level Assumptions
Community Development			
4.1.1 NGO selected and contracted	4.2.1 PY1	4.3.1 Progress reports	4.4.1 Staff recruited and trained
4.1.2 Social Organization Units established	4.2.2 No. 4.; PY1	4.3.2 NGO records	4.4.2 Communities receptive to group activities
4.1.3 Organization of COs/WCOs	4.2.3 PY1(600), PY2(900), PY3(900), PY4(400)		4.4.3 COs/WCOs ready for O&M of village infrastructure





Activities	Activity Level Targets	Activity Level Monitoring	Activity Level Assumptions
4.1.4 CO/WCO members trained	4.2.4 No. 3 800; PY1-4		
4.1.5 Community development plans prepared	4.2.5 PY1-4		
4.1.6 Linkages with LDs established	4.2.6 PY1-4		
4.1.7 Savings/credit schemes established	4.2.7 PY1-4		
4.1.8 CO/village infrastructure built	4.2.8 PY1-5		
Agricultural Development			
a. Irrigation			
5.1.1 Dugwells established	5.2.1 200 wells/year in PY 2-6	Progress reports	5.4.1 LDs work actively with COs/WCOs
5.1.2 Minidams established	5.2.2 PY2(25), PY3(40), PY4(40), PY5(25)	Records of DSC and OFWM	5.4.2 COs agree on cost-sharing arrangements
5.1.3 Ponds established	5.2.3 PY2(100), PY3(150), PY4(150), PY5(100)		5.4.3 COs take over O&M
5.1.4 Modern irr. methods demonstrated	5.2.4 18 ha each in PY2 and 3		
5.1.5 Basic maps established	5.2.5 4 sets of <i>tehsil</i> maps in PY1		
b. Crops			
5.1.6 Women AOs, FAs and FWs recruited	5.2.6 25 persons	Progress reports	5.4.4 DAE staff accept working with groups
5.1.7 Men/women CEAs recruited&trained	5.2.7 1 700 men and 1 100 women CEAs	Records of DAE	5.4.5 Farmers take active part in activities
5.1.8 Crop demos. established	5.2.8 600/year in PY1-5		5.4.6 WCOs work with women extension staff
5.1.9 Seed growers trained	5.2.9 160 farmers		
c. Livestock			
5.1.10 Vehicles purchased and used	5.2.10 No.6 in PY 1	Progress reports	5.4.7 DLDD staff works with groups
5.1.11 Bulls delivered and distributed	5.2.11 No. 170 in PY1-5	Records of DLDD	
5.1.12 Men/women CLAs recruited & trained	5.2.12 1 700 men and 1 100 women CLAs		
5.1.13 Women vet. ass. recruited & trained	5.2.13 12 persons		
5.1.14 DLDD staff trained	5.2.14 PY1 (45) and PY4 (45)		
d. Adaptive Research			
5.1.15 ICARDA contracted	5.2.15 PY1	Progress reports	5.4.8 Research programmes relevant to farmers
5.1.16 Research staff recruited	5.2.16 PY1	Research publications	5.4.9 Research programmes executed on-farm
5.1.17 Transport and research equip. purch.	5.2.17 PY1	Records of ICARDA,	5.4.10 Research results ecologically and socio-
5.1.18 Detailed res. progr. developed	5.2.18 PY1	BARI, SAWCRI, BLPRI	economically acceptable
5.1.19 Research programmes carried out	5.2.19 PY 1-6		
Activities	Activity Level Targets	Activity Level Monitoring	Activity Level Assumptions
Microenterprise Development			
5.1.20 Business training introduced	5.2.20 40 each in PY1-6	Progress reports	5.4.11 Establishing microenterprise financial attractiveness
5.1.21 TTC managers and instr. trained	5.2.21 34 persons in PY1	TTC reports	5.4.12 Credit available at acceptable rates
5.1.22 Pro. & sales centers established	5.2.22 2 in PY1 attached to women's TTCs		
5.1.23 Master trainer and market dev.	5.2.23 PY1		
5.1.24 Business analysis	5.2.24 on contr. basis over project life		
5.1.25 Workshops,fairs,exhibitions organized	5.2.25 two each in PY2-6		
Project Management Unit			
5.1.26 Project Management Unit established	2.2.26 PY1		5.4.13 Project director and staff capable and retained



5.4.14 Good working relationships with all partners

and operational



PROJECT IMPLEMENTATION

1. ABAD will prepare the PC-1 in line with the appraisal report and satisfactory to IFAD. Annual workplans and budgets (AWP/Bs) will be prepared jointly by the PMU and other implementing agencies. Since most of the project activities will depend on the progress of community organizations, the NGO will initiate the preparation of the annual workplan and budget by preparing an overview of the activities requested by community organizations for the next year. This will include requirements in terms of village infrastructure investments, crop and livestock activities, training and income-generating activities, microenterprise development, etc. Based on inputs jointly prepared by the NGO field unit and the *tehsil*-level staff of line departments, each line agency will prepare its proposals for AWP/Bs, which will be discussed and agreed upon at a TCC meeting. The individual proposals will be consolidated by the project director into a draft AWP/B, which will be discussed and finalized by the PCC, IFAD and its cooperating institution for review and approval.
2. Within each AWP/B, the implementing agencies will prepare quarterly work plans, which will be finalized by the project director after discussion within the PCCs. The implementing agencies will receive funds on a quarterly basis, based on the agreed work plan and following an assessment of technical and financial performance during the previous period. No payment will be made until the activities planned for the previous period have been completed.
3. Before starting the process of establishing AWP/Bs, annual review workshops will be carried out in all *tehsils* not later than April of each year to review implementation progress and the impact on beneficiaries, analyse the constraints encountered and make necessary adjustments for the following year. The beneficiaries and all parties involved in project implementation will participate in these workshops.

Community and Women's Development

4. The project's approach is based on the participation of the beneficiaries as members of men's and women's community organizations (COs/WCOs) in the identification, planning and implementation of project activities at the community level. The selected NGO will form community organizations through the effort of its social organizers posted in field units (FUs). It is expected that all villages will be covered during the life of the project. In the early years of the project, however, priority will be given to the poorer villages, selected on the basis of a number of pre-identified indicators including: (i) existing infrastructure (road access, water supply, electrification, health facilities, education facilities and existing irrigation schemes) to be identified on the basis of existing secondary data and field visits; and (ii) socio-economic indicators (family size, house ownership, farm size and tenancy, and source of income) to be based on a sample survey in settlements where the infrastructure indicators warrant further investigation.
5. Following the selection of the villages, group formation and development will start. The proposed methodology is flexible in application and is designed to establish and strengthen a community-based institution that can expand or change as it takes on the character of a locally managed non-governmental organization. The NGO Social Organizer (SO) will make the first contact through the village elders and local notables. All heads of households will be invited to participate in all the activities facilitated by the social organizers. After establishing regular contacts with the villages, the process of forming community organizations will include the following formal interaction phases.
 - (i) During the **First Interaction Phase**, the Social Organizer will carry out an initial reconnaissance of communities within a particular village and will discuss community



APPENDIX IV

- development and the group formation process with village members. The community will maintain a record ledger of meetings, agree on scheduling of regular CO meetings, and indicate its readiness to continue working with the NGO. The meetings with the community will concentrate on aspects of human resource development at the village level: group management, training, and the establishment of viable linkages with public and private-sector services.
- (ii) The **Second Interaction Phase** will concentrate on community analysis, i.e., identification and appraisal of resources and prioritization of concerns. A participatory rural appraisal (PRA) exercise will be carried out and will form the basis for the participatory community development plan (CDP). NGO and line agency staff will analyse the PRA data, and recommend the chronology for the events necessary to the development of the community. The emphasis during this stage will be on: selection and training of community activists, selection of possible men and women community extension workers (MCEW/WCLW) and community livestock workers (MCLW/WCLWs); the setting up of CO/WCO management; and (iii) training of selected people in various disciplines.
- (iii) The **Third Interaction Phase** focuses on the preparation and completion of a CDP. The NGO, other project staff and the line agencies will provide technical input into the CDP, which will then be finalized by the CO in collaboration with NGO staff. At least 80% of CO members should be involved in the CDP. The CDP will include: (i) the formation of CO subcommittees for social mobilization, agricultural development, credit and income-generation, specific infrastructure projects, etc.; (ii) training of various CO and subcommittee members; (iii) prioritization of activities in various sectors and establishment of feasibility and costs for proposed investments/activities by the respective line departments; and (iv) demonstrations of techniques. The results of the preparation in terms of costs, feasibility, acquisition of skills and size of community contributions to implementation will be reviewed and implementation plans with time frames drawn up. The general Terms of Partnership (TOP) between the CO and the project will be defined and agreed upon. The TOPs will cover all CO planned activities. For physical infrastructure works, however, a specific scheme agreement between the project and the CO will be made under the overall TOP. It will always include the agreement of the CO members to carry out all scheme-related operation and maintenance work.
- (iv) The **Fourth Interaction Phase** will commence after the CO has completed its CDP. During this phase, NGO staff will assist the CO and line departments in implementing productive technical packages and will establish demonstrations, training and other inputs. Selected CO members will receive intensive technical training in the particular production packages selected by the CO. Persons receiving this training will be expected to function as “knowledgeable resource persons” for the CO. Infrastructure works will be implemented during this phase.
- (v) The **Fifth Interaction Phase** will entail inputs and services to the CO resulting in CO consolidation. The most important indicators for determining institutional maturity are the completion of CDP and the start of the first project. Other indicators will include: various project investments in the organization, prompt response of line agencies to the requirements of the COs/WCOs, and improvements in linkages through training and follow-up of activities with various departments. This stage should also see tangible evidence of the establishment of cluster COs at the village level in the form of village development committees (VDCs), which could implement village-based social infrastructure such as water-supply schemes, school buildings, etc. The consolidation stage for a group will normally last from a year to a year and a half.



6. The long-term sustainability of the COs/WCOs and their potential for development will depend on: (i) COs/WCOs being formed on fundamental principles of participatory development; (ii) quality and training of community activists who will gradually take over the functions of the social organizer; (iii) formation of secondary associations above the CO/WCO, village and/or *tehsil* levels; (iv) their organizational and technical viability, which will be achieved through training and the promotion of local NGOs; and (v) their financial viability, which will be enhanced through savings, revolving loans and satisfactory cost recovery.

7. The COs/WCOs will undertake infrastructure investment works using locally available material and labour. The respective line department will provide assistance in procuring tools and materials where needed. The COs/WCOs will undertake all procurement using funds provided by the project. The CO/WCO will receive 20% of the estimated cost as a down payment upon signing the scheme agreement, with subsequent payments depending upon the progress of work as assessed by the relevant line department. Final payment will be made three months after completion of construction and upon the receipt of a completion certificate from the line department. COs/WCOs will keep a complete record of expenditure on the investment in accordance with the formats used by the line department. The design, costing and construction of individual schemes will be reviewed by the project engineer to ensure that the schemes are technically and financially feasible.

8. **Line agencies operations.** The relevant line agencies (e.g., Directorate of Agricultural Extension (DAE), Directorate of Soil Conservation (DSC), On-Farm Water Management Cell (OFWM), Department of Livestock and Dairy Development (DLDD), etc.) will provide technical assistance and other services to the COs/WCOs as described in the project documents. The participation of line agencies will be coordinated by the PMU and specified in the quarterly and monthly work plans to be prepared by the PMU in close cooperation with concerned line departments. The monthly work plan will specify the detailed day to day involvement of the various agencies at the CO/WCO level and will be prepared jointly by FU and *tehsil* staff. Funds for the line departments will be disbursed quarterly on the basis of the agreed quarterly work plans and progress made. Activities undertaken will be scrutinized by the PMU prior to the release of further funds.

9. **Development of water resources.** OFWM and DSC, in close cooperation with COs/WCOs and the NGO, will be responsible for the implementation of the dugwell/improved irrigation system and minidam/pond-development sub-components, respectively, including planning, design and supervision. The irrigation schemes will be identified by the COs/WCOs in the course of the establishment of the CDP. OFWM/DSC will make a preliminary appraisal on the basis of pre-set selection criteria to assess whether the site warrants further investigation. If so, a more detailed survey will be carried out by OFWM/DSC to determine the technical and economic feasibility of the proposal. Before submitting the proposal to the project for financing, the CO/WCO will approve the project, agree to provide 50% of the costs and undertake O&M of the scheme once construction is completed. Once approved, a scheme agreement will be signed between the project and the concerned CO/WCO. OFWM/DSC will issue a work order in favour of the respective CO/WCO and 20% of the total costs will be released to the CO/WCO, along with the design and work schedule. The construction work will then be executed by the community and supervised by OFWM/DSC. After completion, the scheme will be handed over to the water users' organization for operation and maintenance. OFWM will provide training to the water users in the proper running of the schemes.

10. **Social infrastructure.** Works such as link roads, water supply, river-bank protection, etc., will be implemented either by the COs or – in case several COs or an entire village are involved – by the VDC established for the purpose, with the endorsement of the Union Council and the technical assistance of the respective line department. Implementation procedures and maintenance and financing



APPENDIX IV

arrangements will be the same as described above for irrigation schemes. Cost sharing, however, will be different, with 85% of the costs provided by the project.

Agricultural Development

11. **Crop development.** DAE will be responsible for the implementation of this sub-component, which will include: extension; training of staff and farmers; arranging crop demonstrations including field days; organizing agricultural fairs, workshops and seminars; and seed multiplication through contract growers. The PMU will contract impact and other studies and research themes and the NGO will be responsible for CO/WCO mobilization and stabilization, and establishing work plans for and linkages with the above line departments/institutes.

12. **Extension.** At the start of each cropping season DAE, with facilitation by the NGO social organizers, and in consultation with the COs/WCOs, will prepare a schedule for the visits of the FAs to the COs/WCOs and a list of activities to be undertaken. The FAs along with the MCEWs/WCEWs will maintain a register in which minutes will be kept of the discussions with the COs and follow-up activities will be recorded for inspection by the agricultural officers (AOs) and the FAs. DAE, in consultation with BARI, will prepare curricula and a training calendar and supervise the training courses for its own staff and the MCEWs and WCEWs. DAE will also carry out evaluations and any other specific studies that may be required to assess crop development activities at the community as well as the farm level. Demonstration sites will be selected by the COs with the assistance of staff to ensure their suitability.

13. **Seed production.** DAE will be responsible for project's seed multiplication programme. The department, together with BARI, will identify suitable strains of maize, wheat and other seeds both for monocropped and double-cropped areas. It will also conduct training for contract growers, selected on the basis of criteria involving land-holding size, accessibility to land, etc. DAE will arrange procurement of basic seed from the relevant sources, provide this seed to contract growers after signing an agreement and assure technical back-up. Contract growers will sell the multiplied seed to fellow CO/WCO members on a rate consistent with the market prices of such seed.

14. **Livestock development.** The overall implementation of the livestock sub-component will be carried out by the COs and the WCOs with support provided by the staff of DLDD and the women veterinary officers. DLDD will provide adequate veterinary coverage to the farmers, disseminate appropriate and applicable husbandry techniques and provide training to men and women CLWs in order to forge sustainable linkages between the line department and client groups.

15. **Adaptive research.** The PMU will contract adaptive research to ICARDA, which will establish a small unit in ABAD. The research programmes will be executed in collaboration with the three relevant provincial research institutes, BARI, SAWCRI and BLPRI, which will be strengthened for this purpose.

Credit for Agricultural Development and Microenterprise

16. Credit under the project will be provided to COs/WCOs and/or their members to purchase inputs for the intensification of crop and livestock production, and to invest in income-generating activities and microenterprises. A revolving fund will be established with the selected NGO, which will be responsible for implementing credit support. A funding agreement, acceptable to IFAD, will be signed between the NGO and the Government of Punjab, detailing all conditions, lending terms and procedures. Repayments from on-lent amounts will be deposited in a revolving fund with the NGO that will be used to make further loans to the target group. Preference will be given to the landless and



women in borrowing from this revolving fund. Major elements of the agreement include the following: (i) the system will allow CO/WCO members to receive credits for individual or collective productive undertakings; (ii) the group will assume joint liability against credit extended to its individual members; (iii) for all types of lending under the project, the NGO will charge a service charge per annum on the declining loan balance according to its rates applied in other areas. At present the rate of NRSP and other smaller NGOs is 18%; and (iv) the NGO will ensure that the full amounts of loan proceeds are received by the respective individual group members and properly recorded at CO/WCO and field unit levels. Regular monthly checking of repayment records will be carried out by the field unit offices of the NGO.

17. The procedure includes the consolidation of credit applications by the CO/WCO, review by the FU and approval by at least 70% of the CO/WCO members. Upon approval of the loan, a cheque is made out in the name of the individual member(s). The loan is collectively guaranteed by the CO/WCO. The savings are invested in savings accounts or term deposits. The amount of a loan to a CO/WCO member is based on the enterprise to be financed but should not exceed the equivalent of USD 1 000. The service charge will be the same charged by the NGO outside the project. Changes in the service charge will need the approval of the PMU.

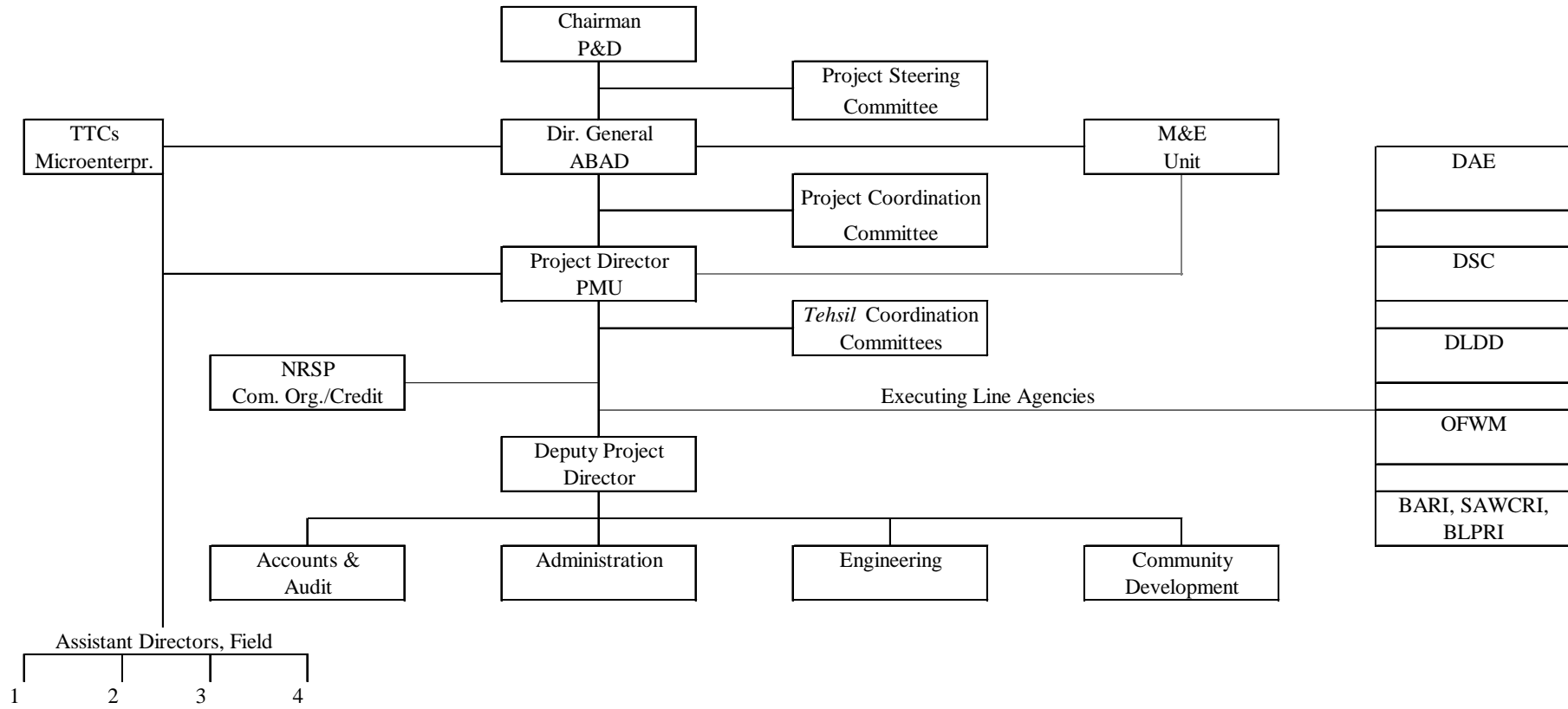
18. **Activities eligible for credit.** Credit will be provided in the following areas:

- (a) agricultural production inputs (seed, fertilizer, pesticides, animal feed, etc.) and short-term capital requirements to produce crops, saplings for plantation, etc. The maturity period for such credits will not exceed 12 months, with a ceiling of USD 1 000, and repayment may be on an instalment basis or lump sum;
- (b) livestock and rural poultry, including animals for milk production, beef and sheep and goat fattening, etc. Duration of such credits will be 12-24 months, with a ceiling of USD 1 000, and repayment may be in instalments or lump sum; and
- (c) establishment of microenterprises, including a wide variety of economic activities suitable to the project areas. Normally such undertakings will require hired labour in addition to the labour of family members. Duration of such credits will also be 12-24 months, with a ceiling of USD 1 000, repayable in instalments or lump sum.

19. The above list of the activities eligible for financing is only indicative. Depending on the characteristics of a particular area, any suitable productive activity within the given ceiling will be considered for financing. It is estimated that about 30% of the total credits will be demanded for agricultural inputs, 30% for livestock and 40% for microenterprises and other activities. If proposed microenterprises need a higher ceiling, more than one beneficiary could be supported jointly by the NGO or the NGO could establish linkages with appropriate financial institutions to finance the additional requirement.



Project Organizational Structure





PARTICIPATORY MONITORING AND EVALUATION INDICATORS

1. Although developed in consultation with the potential beneficiaries (PRA and participatory workshops) the monitoring indicators presented below are still indicative and will be reviewed regularly by the PMU in consultation with the beneficiaries, the NGO and the line departments. Data collected will be entered into an MIS system to ensure proper processing, analysis of data and prompt follow-up.

Community and Women's Development

2. Activity monitoring by COs/WCOs (of particular relevance for community self-monitoring) will include: (a) group membership numbers; (b) timing of and attendance at meetings; (c) drop-out rates and reasons by group; (d) training course timing and attendance; (e) record of issues discussed, action taken and outcome of action; (f) nature of relationship with project staff; (g) nature of relationship with government extension staff: frequency of visits by type of activity, assessment of quality of assistance; (h) nature of relationship with other organizations: frequency of visits, assessment of quality of assistance; (i) record of progress with projects (small infrastructure, income-generating activities (IGAs), credit, training, demonstrations, other).

3. Monitoring of outputs and initial effects will include: (a) record of rate of CO and WCO group formation relative to targets, analysed by location; (b) record of levels of savings by COs/WCOs; (c) record of implementation of group projects (small infrastructure, other); (d) record of training of group members by outside agencies; (e) record of training of group members by villages; (f) record of training of local NGOs; (g) record of individual income-generating projects; (h) record of group and individual loans; (i) establishment of VDCs and Apex organizations.

Agricultural Development

4. A two-level monitoring system will be established: at the community level, where the COs will record the events in the pre-designed information sheet (prepared and supplied by the M&E section of the PMU), and at the PMU. The indicators to be monitored will also be linked to the level and type of events, which will provide effective tools for evaluation. The tentative list of indicators includes:

- (i) at the CO/WCO level: (name of activities; date of establishment; cultural practices for crop technology demonstrations; amount of seeds procured and produced; attendance at farmer training sessions; farmers' field days; number of MCEWs/WCEWs trained; input-output mix; costs and returns; and field assistant (FA)/AO visits – number of days;
- (ii) at the PMU level: consolidation of indicators dealing with COs/WCOs and number of clients benefited; input-output mix of major field and horticultural crops; number participating and attendance at training of DAE staff; number of reviews and studies; adaptive research activities and acceptance of research results by the COs/WCOs.

5. **Development of water resources and soil conservation.** Monitoring of the water development/soil conservation sub-component will focus on sustainable achievements in addition to physical progress. The following information will be provided: (a) expenditure for works, broken down into specific activities; (b) labour: provision of unskilled labour by communities; (c) beneficiary participation: number of WUAs formed; composition of membership; arrangements to raise funds for farmers' contribution to construction and for O&M; (d) physical progress of works during the reporting period and cumulative progress: hectares of land under irrigation; (e) quality of works: comment on the

**APPENDIX V**

quality of actions; (f) constraints that particular social, technical, administrative or financial problems or constraints that need to be investigated; and (g) follow-up action: ensure that prompt actions are taken to address the constraints.

6. **Livestock development.** Proposed monitoring indicators are: (a) number of MCLW/WCLWs trained; (b) number of animals vaccinated; (c) number of poultry vaccinated; (d) number of animals dewormed; (e) number of bulls provided and per cent of conception; (f) incremental volume of milk produced; (g) number of sick animals attended by CLA/SA/VO; (h) number of nurseries established; (i) incidence of animal/poultry disease outbreaks; (j) number of faecal samples examined for production of planting material for quick growing fodder trees.

Microenterprise Development/Income-Generating Activities

7. Record of new IGAs/microenterprises starting after contact with the project, by gender; type of project input (training in: marketing, business skills, enterprise, appropriate technology); and features of the new IGAs/microenterprises (employment created, revenue generated, sector).

Credit

8. The NGO will prepare a quarterly credit performance report, which will include the following information: (a) number and value of income-generating/microenterprise/input loan applications received, approved and disbursed by purpose and term to COs/WCOs and members; (b) the total amount of loans outstanding; (c) repayment rates achieved as a per cent of current and past dues; and (d) arrears statistics, including ageing of arrears.

Participatory Evaluation

9. Beneficiaries will be fully involved in the evaluation of project activities. Each year, before the annual review, IFAD's partners will encourage the communities and groups to meet for a brief stocktaking exercise. PRA techniques will be used to help them evaluate their experiences under the project. The emphasis will be placed on the changes in village life (both positive and negative). For community and women's participation, in particular, time mapping and ranking techniques will be used to investigate the implications of changes in: (a) the quality of the community's relationship with services: who made certain vital decisions (government or community leaders; men or women?); do they feel that government staff listen more or less than before?; (b) gender divisions of labour, responsibilities and decision-making within the community and analysis of their implications in terms of household and community welfare; and (c) the extent to which men and women feel in control of their lives.

10. **Mid-term review (MTR).** During the third quarter of PY3 an MTR will be undertaken that will focus on implementation progress in quantitative terms with respect to: (i) targets set at appraisal for the reaching of beneficiaries; (ii) effectiveness of training undertaken by the project; (iii) participation of beneficiaries in planning and execution of project activities; (iv) increase in the incomes of the beneficiaries over the base-line level; (v) types of credit extended. A major theme of the review will be organization and management, with particular reference to effectiveness in reaching the target group and sustainability. The overall environmental impact of the project will be closely evaluated. The MTR will be undertaken by consultants. IFAD and its cooperating institution, in close cooperation with the borrower, will evaluate the achievements and the constraints encountered during implementation and the requirements for design reorientation.

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Components – Totals including Contingencies^a (USD '000)

	Community and Womens' Development		Agricultural Development						Microenterprise Development			Project Management Unit	Total	
	Community Organizing	Community Development Fund	Dugwells	Ponds/ Minidams	Soil Conservation	Crops	Livestock	Adaptive Research	Men's Enterprises	Women's Enterprises	Revolving Fund			
I. Investment costs														
A. Civil works	0.0	0.0	3 679.8	3 039.3	1 352.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	8 072.0
B. Equipment	48.1	0.0	1 580.9	1 149.5	0.0	0.0	0.0	0.0	13.1	71.6	0.0	25.1	2 888.5	
C. Vehicles	191.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	164.3	0.0	32.9	27.4	0.0	107.2	523.4	
D. Livestock	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	82.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	82.7	
E. Community development fund	0.0	2 700.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2 700.0	
F. Revolving fund	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2 700.0	0.0	2 700.0	
G. Training and demonstrations	801.5	0.0	120.3	0.0	0.0	1 114.6	901.7	0.0	7.5	32.2	0.0	0.0	2 977.8	
H. Research and studies	0.0	0.0	0.0	0.0	20.3	0.0	0.0	1 735.2	0.0	0.0	0.0	120.1	1 875.5	
I. Contract services	977.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	20.4	20.4	0.0	12.4	1 031.0	
Total investment costs	2 019.0	2 700.0	5 381.1	4 188.9	1 373.2	1 114.6	1 148.7	1 735.2	73.9	151.7	2 700.0	264.9	22 851.0	
II. Recurrent costs														
A. Incremental salaries/allowances	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	470.1	153.7	0.0	0.0	0.0	0.0	432.4	1 056.2	
B. Other operating costs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	457.8	79.8	0.0	77.2	213.1	0.0	414.7	1 242.5	
Total recurrent costs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	927.9	233.4	0.0	77.2	213.1	0.0	847.1	2 298.7	
Total PROJECT COSTS	2 019.0	2 700.0	5 381.1	4 188.9	1 373.2	2 042.5	1 382.1	1 735.2	151.2	364.7	2 700.0	1 112.0	25 149.8	
Taxes	88.8	270.0	388.2	331.6	98.3	64.9	75.2	0.0	23.8	24.0	0.0	77.6	1 442.3	
Foreign exchange	100.0	270.0	388.2	331.6	98.3	64.9	73.7	416.4	24.9	29.0	0.0	82.0	1 879.1	

^a Discrepancies in totals are due to rounding.





Disbursement Accounts by Financiers^a
(USD '000)

	Govt. Amount	%	IFAD Amount	%	Beneficiary Amount	%	Total Amount	%	For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
1. Civil works ^b	1 413.3	17.5	3 565.2	44.2	3 093.5	38.3	8 072.0	32.1	533.0	7 006.0	533.0
2. Vehicles and equipment	578.5	17.8	1 584.2	48.7	1 092.2	33.6	3 254.8	12.9	425.2	2 415.0	414.6
3. Community development fund ^c	810.0	30.0	1 485.0	55.0	405.0	15.0	2 700.0	10.7	270.0	2 160.0	270.0
4. Revolving fund ^d	0.0	0.0	2 700.0	100.0	0.0	0.0	2 700.0	10.7	0.0	2 700.0	0.0
5. Training and studies	34.7	1.5	2 335.3	98.5	0.0	0.0	2 370.0	9.4	34.7	2 300.6	34.7
6. NGO contract	88.8	4.4	1 853.5	91.8	76.6	3.8	2 019.0	8.0	100.0	1 830.2	88.8
7. Research contract	0.0	0.0	1 735.2	100.0	0.0	0.0	1 735.2	6.9	416.4	1 318.7	0.0
8. Recurrent costs	2 298.7	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2 298.7	9.1	99.7	2 097.8	101.2
Total	5 224.0	20.8	15 258.4	60.7	4 667.4	18.6	25 149.8	100.0	1 879.1	21 828.3	1 442.3

^a Discrepancies in totals are due to rounding.

^b Dug wells, ponds, dams, etc.

^c Finance for village water supplies, hand pumps, school buildings, etc.

^d Credit for production inputs and investment in microenterprises and income-generating activities.

FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

FINANCIAL ANALYSIS

1. To test the financial viability of project proposed activities, five representative farm models have been developed: Model (a) a 2.5 ha rainfed family farm in PD Khan; Model (b) a 2.5 ha rainfed family farm in the Potwar area, which is representative of the rainfed agricultural areas in the project *tehsils*; Model (c) a 4 ha dugwell-irrigated farm in the Potwar, owned by about five nucleus families; Model (d) a 3.25 ha pond-irrigated farm in the Potwar, owned by about four nucleus families; Model (e) an 8 ha minidam-irrigated farm in the Potwar, owned by about ten nucleus families. In addition, models have been prepared for two activities that are particularly appropriate for women – apiculture, based on four hives, and milk production using a single stall-fed buffalo.

2. Financial viability has been assessed for an individual family in the case of Models (a) and (b), and groups of families in the case of the remaining models. The value of grants to be provided under the project for Models (c), (d) and (e) (up to about 53% of the value of investments in dugwells, ponds and minidams) have accordingly been excluded from the analyses. Outputs of crop residues (by-products) in the household models have been valued at market prices in order to reflect the contribution of animal enterprises to the incomes of typical households.

3. Table 1 summarizes the financial results of the selected models. It is clear that the increase in household income from the rainfed models is quite modest (15 – 19) but is high from irrigation, although the return per additional labour day is lower than the average. It also appears that other activities such as apiculture could provide as much income as the 2.5 ha rainfed models in PD Khan or Potwar.

Table 1: Summary of Farm Model Results

	Financing Model	Net Revenue (PKR/yr)			Return to Labour (PKR/day)			Incremental Return to Labour (PKR/day)
		Without	With	% Change	Without	With	% Change	
Crop production farms:								
PD Khan rainfed 2.5 ha	650	6 447	7 400	15	280	285	2	318
Potwar rainfed 2.5 ha	1 345	10 253	12 194	19	366	370	1	388
Dugwell irrigated 4 ha	38 000	16 357	45 994	181	363	282	-22	251
Pond irrigated 3.25 ha	26 000	13 316	44 903	237	360	335	-7	326
Minidam irrigated 8 ha	50 000	32 713	113 388	247	363	348	-4	342
Enterprises:								
Apiculture	9 800		8 430			281		
Milk production	25 500		9 126			304		

4. In addition, to test the viability of some of the income-generating activities and microenterprise, four representative enterprises have been developed (tailoring, shoemaking, machinery repair and goat-fattening) of those expected to be taken up as pilot activities under the project. In view of the difficulty of quantifying their overall number, they have not been included in the economic analysis. Table 2 summarizes the financial results of these activities.

Table 2: Summary Results of Representative Enterprises (PKR)

Enterprise	Investment Cost	Income at Full Development	Operating Cost	Net Income	Incremental Returns
Tailoring	23 080	65 540	41 300	24 240	187
Shoemaking	24 150	378 000	277 000	101 000	488
Tractor repairs	34 500	112 000	64 800	47 200	269
Goat-fattening	2 500	33 250	29 000	4 250	176

Economic Analysis

5. **Costs.** Investment costs are total costs excluding price contingencies. Project implementation and management costs, including all the costs of the contracted NGO, together with the operating costs of both productive enterprises and support services, have been included. On-farm investments are assumed to have a twenty-year life, with no residual value. Vehicles and office equipment financed by the project are assumed to have a zero residual value, although provision is made for periodic replacement. Import parity prices for wheat, maize, urea and DAP have been used to value them. All other input prices are financial values multiplied by the standard conversion factor (SCF) estimated at 0.9.

6. The following project costs have been excluded from the analysis in order to more closely reflect the costs of the activities for which it has been possible to estimate benefits: (a) the revolving fund, as funds are already included in the respective models (inputs and income-generating activities) or used for microenterprise financing, for which no benefits have been taken into account due to its pilot character; and (b) adaptive research.

7. **Benefits.** The main quantifiable benefits arising from the project are the following production figures at full development: wheat (10 490 t), wheat straw, which is an important roughage for animal feeding (10 490 t), maize grain (2 498 t) and vegetables (23 400 t). The total annual labour requirement for crop activities is estimated at about 1.2 million person days, an increment of about 395 000 person days.

8. Other benefits, which are likely to arise but which have not been quantified, include the output of the adaptive research programme, production from pilot microenterprise activities and community-based activities to be financed through the village development fund. Agricultural enterprises are assumed to maintain their without-project production levels, input use and labour requirements for the life of the project. Prices are also assumed to remain constant.

9. **Markets and prices.** Incremental agricultural production will be consumed by households or sold to traders. As the area is in deficit with respect to foodgrains and vegetables and adjacent to the major consumption centres of Rawalpindi and Islamabad, marketing difficulties are unlikely to arise although surpluses in vegetable markets could occur from time to time as a result of unusual seasonal factors. Furthermore, the build-up in production of vegetables will be constrained by the rate at which community organizations can be formed and physical facilities constructed (wells, dams, etc.), allowing time for market outlets to expand. Animal products are also expected to be marketed without difficulty – there is already a keen demand from traders for milk within the project area.

10. **Economic rate of return.** The ERR for the project is 11.4%. If the investment cost of the community development fund is excluded, the ERR rises to 14%. The rate of return is sensitive to changes in prices of wheat and vegetables, but is less sensitive to changes in on-farm investment costs. For a 10% increase in the wheat price, the ERR is 13.2% for the base case (15% if the CDF is



excluded), while for a 10% increase in the price of wheat and vegetables together, the ERR is 14.5% for the base case (17.3% if the cost of the CDF is excluded). If the price of vegetables should decline by 10%, the ERR will be 10.3% for the base case (12.6% excluding the CDF), or 8.3% for the base case (10.5% if the CDF is excluded) for a 10% total decline for wheat and vegetables. If on-farm investment costs are assumed to rise by 10%, the ERR for the base case is 10.8%, or about 13% if the CDF is excluded.